



المملكة المغربية
وزارة الاتصال

Les Cahiers du Sahara Marocain

Numéro : 18

Les refoulés du Sahara à l'époque de la colonisation

Janvier 1999

Nouvelle édition

à l'occasion du 40ème anniversaire de la Marche Verte

Novembre 2015



المملكة المغربية
وزارة الاتصال

العدد: 18

سلسلة دفاتر الصحراء المغربية

المبعذون من الصحراء أيام الحكم الاستعماري

يناير 1999

طبعة جديدة

بمناسبة الذكرى الأربعين للمسيرة الخضراء

نوفمبر 2015

ROYAUME DU MAROC



المملكة المغربية

Les Cahiers du Sahara

Numéro: 18

Les refoulés du Sahara à l'époque de la colonisation

Janvier 1999

Nouvelle édition

à l'occasion du 40ème anniversaire de la Marche Verte

Novembre 2015

Série « Les Carnets du Sahara»
Publication du Ministère de la Communication
à l'occasion du 40ème Anniversaire de la Marche Verte
Novembre 2015

- Publications du Ministère de la Communication
- DEPOT LEGAL: 2015MO3529
- ISBN : 978-9954-458-75-4
- Année: 2015
- Av. Allal El Fassi, Madinate Al Irfane, Rabat
- www.mincom.gov.ma

Préambule

Lorsque le Maroc demande que tous les fils des provinces sahariennes - et eux seuls - participent au référendum confirmatif, il part du constat qu'il est inacceptable de priver du droit de vote nulle personne parmi les fils des tribus sahraouies, alors que les adversaires du référendum confirmatif y compris l'Espagne jusqu'en 1975, ont constamment essayé d'écarter un certain nombre parmi les fils des tribus sahraouies de la participation au référendum.

Dès la moitié de la décennie soixante, lorsque le Maroc a posé la question de l'autodétermination pour assurer la décolonisation des provinces sahariennes et leur retour à la mère-patrie, il insistait sur la nécessité de la participation de l'ensemble des fils de ces provinces.

Le Maroc n'avait cessé de rappeler au sein des instances internationales les réalités historiques et politiques à savoir que l'Espagne a expulsé un certain nombre de fils des tribus sahraouies et les a éloignés de leur terre en 1958 lorsqu'ils se sont engagés dans un soulèvement armé pour revendiquer leur droit à réintégrer la mère-patrie.

Cette réalité historique a été un événement majeur à l'époque et a constitué un drame humain vécu par des dizaines de milliers de citoyens déportés loin de leur terre.

L'expulsion de ces derniers des provinces sahariennes a eu un écho retentissant auprès des moyens d'information marocains et internationaux et dans les instances internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies. A l'ONU toujours, le groupe des Etats arabes et asiatiques s'est particulièrement intéressé à l'expulsion des fils des Provinces Sahariennes de leur terre et s'est solidarisé avec le Maroc dans sa dénonciation de la répression coloniale qui s'est abattue sur les citoyens marocains attachés à l'unité territoriale de leur pays.

L'administration coloniale n'a pas seulement procédé à l'expulsion des militants sahraouis engagés dans la lutte pour l'unité du Royaume lors de la célèbre bataille d'Ecouvillon, en février 1958, mais a poursuivi la déportation des fils du Sahara durant plusieurs années.

Les Nations Unies n'avaient de cesse, depuis que le Maroc a soulevé la question de son unité territoriale au milieu des années soixante, de demander, chaque année, à l'administration coloniale d'accepter le retour des exilés afin qu'ils puissent participer au référendum d'autodétermination, c'est-à-dire la fin de la colonisation et l'unification du territoire national marocain.

Ainsi, depuis la résolution spéciale relative à la libération de Sidi Ifni et du Sahara occidental en décembre 1964, l'Assemblée Générale des Nations Unies a affirmé la nécessité de réaliser la décolonisation et a demandé à l'Espagne, d'année en année, d'autoriser le retour des exilés. Cette demande est spécifiée dans les résolutions que nous reproduisons dans leur intégralité dans ce document que nous mettons à la disposition des lecteurs.

Résolutions adoptées par les Nations-Unies concernant le Sahara Marocain

- Résolution 2229 (XXI) du 20/12/1966
- Résolution 2354 (XXII) du 19 /12/1967
- Résolution 2428 (XXIII) du 18/12/1968
- Résolution 2591 (XXIV) du 16/12/1969
- Résolution 2711 (XXV) du 14/12/1970
- Résolution 2983 (XXVII) du 14/12/1972
- Résolution 3162 (XXVIII) du 24/12/1973

**Résolution 2229 (XXI) adoptée le 20/12/1966 par
l'Assemblée Générale
(sur le rapport de la quatrième commission A-6623)
Question d'Ifni et du Sahara espagnol**

L'Assemblée Générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux territoires d'Ifni et du Sahara espagnol,

Ayant pris acte des déclarations orales et écrites des pétitionnaires du Sahara espagnol,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) de Décembre 1960 contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant également la résolution adoptée le 16 octobre 1964 par le Comité spécial,

Réaffirmant sa résolution 2072 (XX) du 16 décembre 1965,

Notant que le Gouvernement espagnol, puissance administrante, n'a pas encore appliqué les dispositions de la Déclaration,

Prenant en considération la décision prise par la Conférence des Chefs D'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine lors de sa

troisième session ordinaire, tenue à Addis-Abéba du 5 au 9 novembre 1966, au sujet des territoires sous administration espagnole,

Prenant acte de la décision de la puissance administrante d'appliquer pleinement les dispositions de la résolution 2072 (XX) de l'Assemblée Générale,

Prenant acte de la décision de la déclaration faite par la puissance administrante de 7 décembre 1966 au sujet du Sahara espagnol, notamment en ce qui concerne l'envoi d'une mission spéciale des Nations Unies dans le territoire, le retour des exilés et le libre exercice par la population autochtone de son droit à l'autodétermination,

1. *Réaffirme le droit inaliénable des peuples d'Ifni et du Sahara espagnol à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;*

2. *Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux territoires d'Ifni et du Sahara espagnol, et fait sienne la résolution adoptée le 16 novembre 1966 par le Comité spécial;*

3. *Demande à la puissance administrante de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour accélérer la décolonisation d'Ifni et d'arrêter avec le Gouvernement marocain, compte tenu des aspirations de la population autochtone, les*

modalités de transfert des pouvoirs conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;

4. *Invite* la puissance administrante à arrêter le plus tôt possible, en conformité avec les aspirations de la population autochtone du Sahara espagnol et en consultation avec les Gouvernements marocain et mauritanien et toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un référendum qui sera tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies afin de permettre à la population autochtone du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination et, à cette fin:

a) de créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales en permettant, entre autres, le retour des exilés dans le territoire;

b) de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que seules les populations autochtones du territoire participent au référendum;

c) de s'abstenir de toute action de nature à retarder le processus de décolonisation du Sahara espagnol;

d) de fournir toutes les facilités nécessaires à une mission des Nations Unies pour qu'elle puisse participer activement à l'organisation et au déroulement du référendum;

5. *Prie* le Secrétaire Général, agissant en consultation avec la puissance administrante et le Comité spécial, de nommer immédiatement une mission spéciale

qui sera envoyée au Sahara espagnol en vue de recommander des mesures pratiques touchant l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale et notamment de décider dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies participera à la préparation et à la surveillance du référendum, et de présenter le plus rapidement possible un rapport au Secrétaire Général qui le transmettra au Comité spécial;

6. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans les territoires d'Ifni et du Sahara espagnol et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de sa 20ème session.

Résolution 2354(XXII) adoptée le 19/12/1967
Par l'Assemblée Générale
(sur le rapport de la quatrième commission A-7013)
Question d'Ifni et du Sahara espagnol

L'Assemblée Générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux territoires d'Ifni et du Sahara espagnol,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Appelant également la résolution adoptée le 16 octobre 1964 par le Comité spécial,

Réaffirmant ses résolutions 2032 (XX) du 16 décembre 1965 et 2229 (XXI) du 20 décembre 1966,

Notant que le Gouvernement espagnol, puissance administrante, n'a pas encore appliqué les dispositions de la résolution 1514 (XV),

Rappelant la décision prise au sujet des territoires sous administration espagnole par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine lors de sa troisième session ordinaire, tenue à Addis -Abèba du 5 au 9 novembre 1966.

Prenant acte de la déclaration de la puissance administrante selon laquelle un dialogue a déjà été engagé, à un niveau élevé entre les Gouvernements espagnol et marocain concernant Ifni,

Prenant acte en outre de la déclaration faite par la puissance administrante le 7 décembre 1966 au sujet du Sahara espagnol, notamment en ce qui concerne l'envoi d'une mission spéciale des Nations Unies dans le territoire, le retour des exilés et le libre exercice par la population autochtone de son droit à l'autodétermination,

Considérant le consensus adopté par le Comité spécial le 14 septembre 1967;

1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple d'Ifni à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;

2. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire d'Ifni, et fait sien le consensus adopté le 14 septembre 1967 par le Comité Spécial ;

3. Demande à la puissance administrante de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour accélérer la décolonisation d'Ifni et d'arrêter avec le Gouvernement marocain , compte tenu des aspirations de la population autochtone, les modalités de transfert des pouvoirs, conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale ;

4. *Invite* la puissance administrante à poursuivre le dialogue engagé avec le Gouvernement Marocain en vue de mettre en œuvre les dispositions du paragraphe 3 ci-dessus ;

5. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire d'Ifni et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-troisième session ;

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple du Sahara espagnol à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;

2. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire du Sahara espagnol et fait sien le consensus adopté le 14 septembre 1967 par le Comité spécial;

3. *Invite* la puissance administrante à arrêter le plus tôt possible, en conformité avec les aspirations de la population autochtone du Sahara espagnol et en consultation avec les Gouvernements marocain et mauritanien et toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un référendum qui sera tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations-Unies afin de permettre à la population autochtone du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination et, à cette fin:

a) de créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales en permettant, entre autres, le retour des exilés dans le territoire,

b) de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que seuls les habitants autochtones du territoire participent au référendum ;

c) de s'abstenir de toute action de nature à retarder le processus de décolonisation du Sahara espagnol,

d) de fournir toutes les facilités nécessaires à une mission des Nations-Unies pour qu'elle puisse participer activement à l'organisation et au déroulement du référendum ;

4. *Prie* le Secrétaire Général, agissant en consultation avec la puissance administrante et le Comité spécial, de nommer immédiatement la mission spéciale prévue au paragraphe 5 de la résolution 2229 (XXI) de l'Assemblée Générale et de hâter son envoi au Sahara espagnol en vue de recommander des mesures pratiques touchant l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale et notamment de décider dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies participera à la préparation et à la surveillance du référendum, et de présenter le plus rapidement possible un rapport au Secrétaire Général qui le transmettra au Comité spécial;

5. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire du Sahara espagnol et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-troisième session.

**Résolution 2428 (XXIII) adoptée le 18/12/1968 par
l'Assemblée Générale
(sur le rapport de la quatrième commission A-7 19)
Question d'Ifni et du Sahara espagnol**

L'Assemblée Générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux territoires d'Ifni et du Sahara espagnol,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 contenant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant également la résolution adoptée le 16 octobre 1964 par le Comité spécial,

Réaffirmant ses résolutions 2072 (XX) du 16 décembre 1965 et 2229 (XXI) du 20 décembre 1966,

Notant que le Gouvernement espagnol, puissance administrante, n'a pas encore appliqué les dispositions de la résolution 1514 (XV),

Rappelant la décision prise au sujet des territoires sous administration espagnole par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine lors de sa troisième session ordinaire, tenue à Addis-Abéba du 5 au 9 novembre 1966,

Réaffirmant sa résolution 2354 (XXI) du 19 décembre 1967,

Prenant acte de la déclaration faite par la puissance administrante le 7 décembre 1966 au sujet du Sahara espagnol, notamment en ce qui concerne l'envoi d'une mission spéciale des Nations Unies dans le territoire, le retour des exilés et le libre exercice par la population autochtone de son droit à l'autodétermination,

Prenant acte en outre de la déclaration faite par le représentant permanent de la puissance administrante le 29 novembre 1968, selon laquelle une délégation espagnole officielle partirait pour Rabat dans un proche avenir afin de signer un traité avec le Gouvernement marocain sur le transfert immédiat du territoire d'Ifni au Maroc,

Notant la différence de nature des statuts juridiques de ces deux territoires, ainsi que les processus de décolonisation prévus par la résolution 2354 (XXII) de l'Assemblée Générale pour ces territoires,

I-Territoire d'Ifni:

1. *Réaffirme le droit inaliénable du peuple d'Ifni à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;*

2. *Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire d'Ifni;*

3. *Demande à la puissance administrante de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour accélérer la décolonisation d'Ifni et d'arrêter avec le*

Gouvernement marocain, compte tenu des aspirations de la population autochtone, les modalités de transfert des pouvoirs, conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale ;

4. *Invite* la puissance administrante à poursuivre le dialogue engagé avec le Gouvernement marocain en vue de mettre en œuvre les dispositions du paragraphe 3 ci-dessus;

5. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire d'Ifni et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-quatrième session ;

II - Sahara espagnol:

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple du Sahara espagnol à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;

2. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire du Sahara espagnol;

3. *Invite* la puissance administrante à arrêter le plus tôt possible, en conformité avec les aspirations de la population autochtone du Sahara espagnol et en consultation avec les Gouvernements marocain et mauritanien et toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un référendum tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies afin de permettre à la population autochtone du territoire

d'exercer librement son droit à l'autodétermination et, à cette fin :

a) de créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales en permettant, entre autres, le retour des exilés dans le territoire ;

b) de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que seuls les habitants autochtones du territoire participent au référendum ;

c) de s'abstenir de toute action de nature à retarder le processus de décolonisation du Sahara espagnol;

d) de fournir toutes les facilités nécessaires à une mission des Nations Unies pour qu'elle puisse participer activement à l'organisation et au déroulement du référendum.

4. *Prie* le Secrétaire Général, agissant en consultation avec la puissance administrante et le Comité spécial, de nommer immédiatement la mission spéciale prévue au paragraphe 5 de la résolution 2229 (XXI) de l'Assemblée Générale et de hâter son envoi au Sahara espagnol en vue de recommander des mesures pratiques touchant l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale, et notamment de décider dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies participera à la préparation et à la surveillance du référendum, et de présenter un rapport au Secrétaire Général qui le transmettra à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-quatrième session;

5- *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire du Sahara espagnol et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-quatrième session.

**Résolution 2591(XXIV) adoptée par l'Assemblée
Générale des Nations-Unies
(le 16.12.1969)**

Question du Sahara espagnol :

L'Assemblée Générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire du Sahara dit espagnol,

Rappelant sa résolution 1514 (XV), du 14 décembre 1960 contenant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant également la décision prise au sujet des territoires sous administration espagnole par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine lors de sa troisième session ordinaire, tenue à Addis-Abéba du 5 au 9 novembre 1966,

Réaffirmant ses résolutions 2072 (XX) du 16 décembre 1965, 2229 (XXI) du 20 décembre 1966, 2354 (XXII) du 19 décembre 1967 et 2428 (XXIII) du 18 décembre 1968;

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple du Sahara espagnol à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale ;

2. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire du Sahara dit espagnol;

3. *Regrette* que les consultations auxquelles la puissance administrante devait procéder au sujet de l'organisation d'un référendum au Sahara dit espagnol n'aient pu encore avoir lieu;

4. *Invite* à nouveau la puissance administrante à arrêter le plus tôt possible, en conformité avec les aspirations de la population autochtone du Sahara dit espagnol et en consultation avec les Gouvernements marocain et mauritanien et toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un référendum tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies afin de permettre à la population autochtone du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination et, à cette fin, l'invite à :

a) créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales en permettant, notamment le retour des exilés dans le territoire ;

b) prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que seuls les habitants autochtones du territoire participent au référendum ;

c) respecter les résolutions de l'Assemblée Générale sur les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, opérant dans les pays et territoires coloniaux et s'abstenir de toute action de nature à retarder le processus de décolonisation du Sahara dit espagnol ;

d) fournir toutes les facilités nécessaires à une mission de l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle puisse participer activement à l'organisation et au déroulement du référendum;

5. *Prie* le Secrétaire Général, agissant en consultation avec la puissance administrante et le Comité spécial, de nommer immédiatement la mission spéciale prévue au paragraphe 5 de la résolution 2229 (XXI) de l'Assemblée Générale et de hâter son envoi au Sahara dit espagnol en vue de recommander des mesures pratiques touchant l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale, notamment de décider dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies participera à la préparation et à la surveillance du Référendum, et de présenter un rapport au Secrétaire Général qui le transmettra à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-cinquième session ;

6. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire du Sahara dit espagnol et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-cinquième session.

Vingt-cinquième session
point 23 de l'ordre du jour

**Résolution 2711 (XXV) adoptée le 14/10/1970 par
l'Assemblée Générale
(sur le rapport de la quatrième commission A-8248)
Question du Sahara espagnol**

L'Assemblée Générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire du Sahara espagnol,⁽¹⁾

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 contenant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant également les dispositions pertinentes de sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970 où figure le programme d'action pour l'application intégrale de la déclaration,

Prenant en considération les résolutions adoptées respectivement par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine lors de sa septième session ordinaire, tenue à Addis-Abéba du 1er au 4 septembre 1970, et par la troisième conférence des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés, tenue à Lusaka du 8 au 10 septembre 1970,

1 : A/8023/Add.4 (deuxième partie) et corr.1, chap.IX.

Réaffirmant ses résolutions 2072 (XX) du 16 décembre 1965, 2229 (XXI) du 20 décembre 1966, 2354 (XXII) du 19 décembre 1967, 2428 (XXIII) du 18 décembre 1968 et 2591 (XXIV) du 16 décembre 1969,

1) Réaffirme le droit inaliénable de la population du Sahara à l'autodétermination conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;

2) Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire du Sahara espagnol;

3) Exprime son regret que les consultations auxquelles la puissance administrante devait procéder avec des Gouvernements intéressés au sujet de l'organisation d'un référendum dans le territoire n'aient pas encore pu avoir lieu ;

4) Déclare que la persistance d'une situation coloniale dans le territoire retarde la stabilité et l'harmonie dans la région nord-ouest de l'Afrique;

5) Regrette les incidents sanglants survenus dans le territoire en juin 1970 et demande au Gouvernement espagnol, conformément à ses obligations et à sa responsabilité en tant que puissance administrante, de prendre des mesures efficaces susceptibles de créer une atmosphère de détente nécessaire au bon déroulement des opérations du référendum telles qu'elles ont été définies par les résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale;

6) *Réitère* son invitation à la puissance administrante à arrêter le plus tôt possible en conformité avec les aspirations de la population autochtone du territoire et en consultation avec les Gouvernements du Maroc et de la Mauritanie et de toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un référendum tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies afin de permettre à la population autochtone du Sahara d'exercer librement son droit à l'autodétermination et, à cette fin, l'invite à :

a) créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales en permettant, notamment, le retour de tous les exilés dans le territoire,

b) prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que seuls les habitants, autochtones du territoire participent au référendum,

c) respecter les résolutions de l'Assemblée Générale sur les activités des intérêts étrangers, économiques, financiers et autres, opérant dans les pays et territoires coloniaux et s'abstenir de toute action de nature à retarder le processus de décolonisation du territoire;

d) recevoir une mission de l'organisation des Nations Unies et lui fournir toutes les facilités nécessaires afin qu'elle puisse participer activement à l'organisation et au déroulement du référendum conformément à la résolution 2591 (XXIV) de l'Assemblée Générale;

7) *Invite* tous les Etats à s'abstenir de faire des investissements dans le territoire afin de hâter la réalisation de l'autodétermination de la population du Sahara;

8) *Réaffirme* qu'elle reconnaît la légitimité de la lutte que les peuples coloniaux mènent pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination et au libre choix et prie tous les Etats de leur apporter toute l'aide nécessaire;

9) *Invite instamment* la puissance administrante à respecter et à mettre en œuvre scrupuleusement les dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale relatives à la libre consultation des populations sous l'égide et la garantie de l'Organisation des Nations Unies et conformément aux principes de la charte des Nations Unies qui définissent les conditions de la libre consultation des peuples en vue de leur autodétermination;

10) *Prie* le Secrétaire Général, agissant en consultation avec la puissance administrante et le Comité spécial, de nommer immédiatement la mission spéciale prévue au paragraphe 5 de la résolution 2229 (XXI) de l'Assemblée Générale et de hâter son envoi au Sahara en vue de recommander des mesures pratiques touchant l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale, notamment de confirmer la participation de l'Organisation des Nations Unies à la préparation et à la surveillance du référendum, et de présenter un rapport au Secrétaire Général qui le transmettra à l'Assemblée lors de sa vingt-sixième session;

11) *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-sixième session.

1929^{ème} séance plénière.
14 décembre 1970

**Résolution n° 2983 (XXVII) adoptée le 14/12/1972
par l'Assemblée Générale sur le rapport
de la quatrième commission**

Question du Sahara espagnol :

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les chapitres du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire du Sahara espagnol,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 contenant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant également les dispositions pertinentes de sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, où figure le programme d'action pour l'application intégrale de la déclaration,

Prenant en considération les résolutions pertinentes adoptées par la neuvième Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine tenue à Rabat (Maroc) du 12 au 15 juin 1972, et par la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des pays non alignés, tenue à Georgetown (Guyane) du 8 au 12 août 1972,

Tenant compte de la décision des Chefs d'Etat des pays intéressés, adoptée lors de la Conférence de Nouadhibou (Mauritanie) le 14 septembre 1970,

d'intensifier leur collaboration de façon positive pour hâter la libération du Sahara dit espagnol,

Réaffirmant ses résolutions 2072 (XX) du 16 décembre 1965, 2229 (XXI) du 20 décembre 1966, 2354 (XXII) du 19 décembre 1967, 2428 (XXIII) du 18 décembre 1968, 2591 (XXIV) du 16 décembre 1969 et 2711 (XXV) du 14 décembre 1970,

Déplorant que la puissance administrante n'ait pas donné des précisions suffisantes sur les conditions et les délais dans lesquels elle compte amener le territoire à une décolonisation complète ;

1. *Réaffirme* le droit inaliénable de la population du Sahara à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;

2. *Réaffirme* la légitimité de la lutte des peuples coloniaux, ainsi que sa solidarité et son appui à la population du Sahara dans la lutte qu'elle mène pour l'exercice de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et prie tous les Etats de lui apporter toute l'aide morale et matérielle nécessaire à cette lutte;

3. *Déclare* que la persistance d'une situation coloniale dans le territoire compromet la stabilité et l'harmonie dans la région du nord-ouest de l'Afrique;

4. *Exprime* son appui et sa solidarité à la population du Sahara et demande au Gouvernement espagnol, conformément à ses obligations et à sa responsabilité en tant que puissance administrante, de prendre

des mesures efficaces susceptibles de créer les conditions nécessaires au libre exercice de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance ;

5. Réitère son invitation à la puissance administrante à arrêter en consultation avec les Gouvernements du Maroc et de la Mauritanie et toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un référendum sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour permettre à la population autochtone du Sahara d'exercer librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et, à cette fin, invite le Gouvernement espagnol:

a) à créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales, en permettant notamment le retour des exilés politiques dans le territoire,

b) à prendre toutes les mesures nécessaires pour que seuls les habitants autochtones exercent, en vue de la décolonisation du territoire, leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

c) à recevoir une mission de l'Organisation des Nations Unies et à lui fournir toutes les facilités nécessaires afin qu'elle puisse participer activement à la mise en œuvre des mesures permettant de mettre fin à la situation coloniale dans le territoire ;

6. Invite tous les Etats à respecter les résolutions de l'Assemblée Générale sur les activités des intérêts étrangers, économiques et financiers, et à s'abstenir d'aider, par des investissements, au maintien de la situation coloniale dans le territoire;

7. *Réaffirme* la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies dans toute consultation devant aboutir à l'expression libre de la volonté des populations;

8. *Demande instamment* à la puissance administrante de respecter et de mettre en œuvre scrupuleusement, sous l'égide et la garantie de l'Organisation des Nations Unies, les dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale relatives à la décolonisation du Sahara dit espagnol;

9. *Prie* le Secrétaire Général, agissant en consultation avec la puissance administrante et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de nommer immédiatement la mission spéciale prévue au paragraphe 5 de la résolution 2229 (XXI) de l'Assemblée Générale et de hâter son envoi au Sahara en vue de recommander des mesures pratiques pour l'application intégrale des résolutions pertinentes, et notamment de confirmer la participation de l'Organisation des Nations Unies à la préparation et à la surveillance du référendum, et de présenter un rapport au Secrétaire Général qui le transmettra à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-huitième session;

10. *Demande* au Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale lors de sa vingt-huitième session ;

2110ème séance plénière,
14 décembre 1972

Résolution n° 3162 (XXVIII)
- Question du Sahara espagnol-
adoptée par l'Assemblée Générale le 24/12/1973

L'Assemblée Générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif au territoire du Sahara sous domination espagnole,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant également les dispositions pertinentes de sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, où figure le programme d'action pour l'application intégrale de la déclaration,

Prenant en considération les résolutions pertinentes adoptées par la dixième session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine tenue à Addis-Abéba du 27 au 29 mai 1973 et par la quatrième Conférence des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés, réunie à Alger du 5 au 9 septembre 1973,

Compte tenu des décisions des deux conférences au sommet tenues par les Chefs d'Etat des pays intéressés consacrées au Sahara sous administration espagnole,

Prenant note de la déclaration du représentant de l'Espagne devant la quatrième commission, déclaration dans laquelle il a renouvelé l'engagement de son gouvernement à respecter le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara,

Déplorant toutefois le fait que la mission spéciale prévue par les résolutions antérieures sur le Sahara dit espagnol n'ait pas encore été en mesure de se rendre dans le territoire, en vue de s'acquitter de la tâche qui lui est confiée,

Réaffirmant - en outre - ses résolutions antérieures relatives au Sahara dit espagnol,

I. *Déclare* que la persistance de la situation coloniale dans le territoire compromet la stabilité et l'harmonie dans la région du nord-ouest de l'Afrique;

II. *Réaffirme* la légitimité de la lutte des peuples coloniaux et exprime son entière solidarité avec les populations du Sahara sous administration espagnole;

III. *Réaffirme* son attachement au principe de l'autodétermination et son souci de voir appliquer ce principe dans un cadre qui garantisse aux habitants du Sahara sous domination espagnole l'expression libre et authentique de leur volonté, conformément aux résolutions pertinentes des Nations-Unies dans ce domaine;

IV. *Réitère* son invitation à la puissance administrante à arrêter en consultation avec les Gouvernements du Maroc et de la Mauritanie et toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un

référendum sous les auspices de l'Organisation des Nations-Unies pour permettre à la population autochtone du Sahara d'exercer librement son droit à l'autodétermination et, à cette fin, invite le Gouvernement espagnol:

a) à créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales, en permettant notamment le retour des exilés politiques dans le territoire,

b) à prendre toutes les mesures nécessaires pour que seuls les habitants autochtones exercent, en vue de la décolonisation du territoire, leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

c) à recevoir une mission de l'organisation des Nations-Unies et à lui fournir toutes les facilités nécessaires afin qu'elle puisse participer activement à la mise en œuvre des mesures permettant de mettre fin à la situation coloniale dans le territoire;

5. *Invite* tous les Etats à respecter les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les activités des intérêts étrangers économiques et financières et à s'abstenir d'aider par des investissements au maintien de la situation coloniale dans le territoire;

6. *Réaffirme* la responsabilité des Nations Unies dans toutes les consultations devant aboutir à l'expression libre de la volonté des populations;

7. *Demande instamment* à la puissance administrante de respecter et de mettre en œuvre scrupuleusement,

sous l'égide et la garantie de l'Organisation des Nations Unies, les dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale relatives à la décolonisation du Sahara dit espagnol;

8. *Prie* le Secrétaire Général, agissant en consultation avec la puissance administrative et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de nommer la mission spéciale prévue au paragraphe 5 de la résolution 2229 (XXI) du 20 décembre 1966 de l'Assemblée Générale et de hâter son envoi au Sahara, en vue de recommander des mesures pratiques pour l'application intégrale des résolutions pertinentes et notamment de confirmer la participation de l'Organisation des Nations Unies à la préparation et la surveillance du référendum et de présenter un rapport au Secrétaire Général qui le transmettra à l'Assemblée Générale, lors de sa vingt-neuvième session,

9. *Demande* au Comité spécial de poursuivre l'examen de la situation dans le territoire et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée Générale, lors de sa vingt-neuvième session.

A l'occasion du 40ème anniversaire de la Marche Verte,
Le Ministère de la Communication publie la Série
« **les Carnets du Sahara** » dont les 20 premiers numéros
se présentent comme suit :

1. معركة تحرير الصحراء المغربية - 1974
2. من أجل تحرير أراضينا المغتصبة: الصحراء، سبتة، مليلية والجزر الجعفرية - 1975
3. Pour la libération de nos territoires
spoliés: Sahara, Sebta, Mellilia, les Iles Jaffarrines
4. Sahara Marocain : 20 questions pour comprendre - 2015
5. وثائق الجلسة الاستثنائية للجماعة الصحراوية - 1976
6. The Legitimate decolonization of atlantic western sahara and the plots of
algerian rulers aiming at hegemony in north Africa - 1977
7. ملف خاص حول المسيرة الخضراء ... مجلة «دعوة الحق» 1975 - 1976
8. المغرب والصحراء المغربية - 1982
9. الصحراء المغربية والمشروعية - 1985
10. Le Sahara Marocain et la légitimité
11. El Sahara Marroqui y la legitimidad
12. الذكرى العاشرة للمسيرة الخضراء - 1985
13. Dixième anniversaire de la Marche Verte
14. Tenth Anniversary of the Green March
15. الصحراء: الجوانب التاريخية والقانونية والاقتصادية
16. Sahara: Aspects historiques, juridiques et Economiques
17. Sahara: Historical, Legal and Economic Aspects
18. المبعدون من الصحراء أيام الحكم الاستعماري - 1999
- Les refoulés du Sahara à l'époque de la colonisation
19. مبادرة الحكم الذاتي في الصحراء المغربية - 2007
- L'initiative marocaine pour la négociation d'un statut
d'autonomie de la région du Sahara

بمناسبة الذكرى الأربعين للمسيرة الخضراء، أصدرت وزارة الاتصال
سلسلة «دفاتر الصحراء» تتضمن الكتب التالية:

1. معركة تحرير الصحراء المغربية - 1974
2. من أجل تحرير أراضينا المغتصبة: الصحراء، سبتة، مليلية والجزر الجعفرية - 1975
3. Pour la libération de nos territoires
spoliés: Sahara, Sebta, Mellilia, les Iles Jaffarrines
4. Sahara Marocain : 20 questions pour comprendre - 2015
5. وثائق الجلسة الاستثنائية للجماعة الصحراوية - 1976
6. The Legitimate decolonization of atlantic western sahara and the plots of
algerian rulers aiming at hegemony in north Africa - 1977
7. ملف خاص حول المسيرة الخضراء ... مجلة «دعوة الحق» 1975 - 1976
8. المغرب والصحراء المغربية - 1982
9. الصحراء المغربية والمشروعية - 1985
10. Le Sahara Marocain et la légitimité
11. El Sahara Marroqui y la legitimidad
12. الذكرى العاشرة للمسيرة الخضراء - 1985
13. Dixième anniversaire de la Marche Verte
14. Tenth Anniversary of the Green March
15. الصحراء: الجوانب التاريخية والقانونية والاقتصادية
16. Sahara: Aspects historiques, juridiques et Economiques
17. Sahara: Historical, Legal and Economic Aspects
18. المبعدون من الصحراء أيام الحكم الاستعماري - 1999
19. Les refoulés du Sahara à l'époque de la colonisation
20. مبادرة الحكم الذاتي في الصحراء المغربية - 2007
21. L'initiative marocaine pour la négociation d'un statut
d'autonomie de la région du Sahara

Le Monde

Mémoires, Administration : 5, r. des Indes, Paris-DC. — Directeur : Hubert BEUVE-MERY

DIMANCHE 13-LUNDI 14 AVRIL 1953.

LES INCIDENTS HISPANO-MAROCAINS ne sont que les premières conséquences des revendications de Rabat SUR LE SAHARA ESPAGNOL

Le transfert de la zone du « Maroc méridional » — ou de Tarlaya — au royaume chrétien, bien que ne portant que sur un secteur sur-lequel la souveraineté de Mohammed V ne saurait, d'après les traités, être mise en doute, provoque déjà entre Madrid et Rabat une crise qui donne une idée de celle qu'engendrera le développement de l'« irrédentisme » marocain vers le Sud. Le Seguel-EI-Hamra et le Rio-de-Oro.

Dès la signature de l'accord de Cintra des divergences de vues considérables étaient apparues entre les deux parties. A Madrid il n'était question que d'une ultime concession, tandis que Rabat parlait d'accord minant à d'autres progrès. Mais on ne prévoyait pas que sur la mise en application même de l'accord, le différend prendrait une forme aussi sérieuse.

Le gouvernement chrétien voulait donner à l'affaire un caractère solennel, réconfortant pour son prestige. Mohammed V décida donc que le prince héritier Moulay Hassan présiderait la cérémonie, entouré de quatre ministres, et que son propre aide de camp, le commandant Oulid, commanderait la colonne de mille hommes envoyée à Tarlaya. Il avait également dépêché sur place le général Mezian, ancien officier général de l'armée française, et qui avait occupé le poste de gouverneur des Canaries pour le compte de l'Espagne avant de se rallier à son pays d'origine, le Maroc.

Mais un premier incident se produisit lorsque les forces marocaines suivant la principale piste de Goulmina à Villa Bens se virent interdire le chemin par un officier espagnol : en effet la route pénètre alors pendant quelques kilomètres, au sud du parallèle 27°40, dans le Seguel-EI-Hamra. L'état-major marocain voulait faire de ce parcours un symbole ou n'avait-il simplement pas prévu les implications politiques

de l'opération ? Toujours est-il qu'il a été contraint de déjouer son chemin et de se frayer une piste au nord de la ligne de démarcation, ce qui peut retarder de plusieurs jours son entrée à Villa Bens.

JEAN LACOUTURE.

(Lire la suite en 2^e page d'aujourd'hui.)

« Al Alam, quotidien de l'Anghol, qui assurait vendredi que la famille du gouvernement nommé la veille par Mohammed V, M. Ali Bou Aïda, avait été « enlevée » par les autorités espagnoles et qu'un magasin possédé par celui-ci à Tarlaya avait été systématiquement endommagé, publia samedi une dépêche de son envoyé spécial au Maroc méridional, qui écrivait notamment : »

« Les autorités espagnoles ont refusé de transférer la zone de Tarlaya à la commission envoyée par le gouvernement marocain. Deux navires de guerre bloquent l'entrée du port et des avions militaires occupent l'aérodrome. Les quartiers indigènes, entourés de barbelés, est gardé par mille deux cents hommes de troupe qui ont creusé des tranchées et fortifié les remparts. »

A Rabat M. Balafrej, faisant prévoir des mesures de rétorsion, a élevé une vive protestation et, dans la soirée de vendredi, a informé de la crise les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, tandis que le roi s'entretenait avec trois de ses ministres.

Et l'hebdomadaire *Al Istiqlal* publiait un éditorial où il incitait le gouvernement à « répondre à Madrid sans plus tarder par une prise position sans équivoque, à propos de la présence sur le sol de la patrie de ses troupes qui, elles, évoquent pour nous, bien plus qu'une injustice à l'égard d'un peuple qui n'a cessé de témoigner de courtoisie à leur égard, dans une situation extrêmement délicate. »

A Madrid, la réaction est plus vive encore.

Dans une déclaration d'une violence sans précédent un porte-parole a, selon une dépêche de l'United Press, affirmé d'une part qu'il n'a jamais été convenu, lors de la conférence de Cintra la semaine dernière, de permettre à des forces militaires marocaines de traverser le territoire espagnol de Rio-de-Oro ; d'autre part que M. Ali Bou Aïda, nommé gouverneur de Tarlaya par le gouvernement de Rabat, est « un personnage malhonnête » et qu'il a joué un rôle patiemment hostile à l'Espagne lors des troubles d'Idri.

De tels jugements portés sur un fono-gramme que Mohammed V venait de charger d'administrer la zone en son nom ne peuvent manquer d'aggraver un peu plus encore les relations Rabat-Madrid. Ici et là certains se réservent néanmoins des portes de sortie. Rabat parlant de la responsabilité d'« éléments locaux espagnols », et Madrid dénonçant une fois de plus les « éléments extrémistes de l'istigal ».

Selon nos correspondants à Rabat, le cabinet marocain ne paraît pas quant à lui désireux de pousser les choses au pire et envisage l'hypothèse d'un règlement négocié — sans mettre pour autant une sourdine à des revendications territoriales qui vont bien au-delà de cette aride zone de Tarlaya, dont Saint-Euphrasy appelle le centre, Villa Bens, le « poste de la désolation ».

JEAN LACOUTURE.

صورة للمقال الذي نشرته جريدة «لوموند» يوم 13 - 14 أبريل 1958

يوم 13 - 14 أبريل 1958

الأحداث الإسبانية المغربية ليست سوى التبعات الأولى
لمطالب الرباط حول الصحراء «الإسبانية» :

قالت «لوموند» إنه ليلة توقيع اتفاقية سينترا ظهر خلاف كبير في وجهات نظر الطرفين، فبينما كانت مدريد ترى أن تسليم طرفاية سيكون التنازل الأخير، أكدت الرباط أن الاتفاقية من شأنها أن تؤدي إلى تقدم آخر.

وأعادت الصحيفة إلى الأذهان أن الحكومة المغربية تود أن تعطي للحدث طابعا رسميا حيث قرر الملك محمد الخامس أن يت رأس ولي العهد مولاي الحسن حفل التسليم.

Le Monde

Rédaction, Administration : 15, rue des Saussaies, Paris-16^e — Directeur : Hubert BEUNEMERY

11 AVRIL 1958

« LE MAROC MERIDIONAL » est transféré aux autorités chérifiennes

C'est aujourd'hui 10 avril que doit être effectué le transfert par les autorités espagnoles à l'Etat chérifien de la zone dite du « Maroc méridional », ou de « Tarjaya ». Mais c'est seulement vendredi que le prince Hassan, héritier du trône, prendra officiellement possession du territoire. Jeudi soir Mohammed V prononcera à ce sujet une allocution radio-diffusée à Rabat.

De Madrid, cependant, on indique que le gouvernement se sera alors acquitté

totale et intégralement des engagements découlant de la déclaration de l'indépendance du Maroc de 1956, et que toute nouvelle réclamation marocaine risquerait de susciter des difficultés.

Cette précision s'applique manifestement au territoire d'Iñi, ainsi qu'à ceux situés au sud du parallèle 27° 40'.

On sait pourtant que le gouvernement de Rabat se refuse quant à lui à admettre que le transfert de Tarjaya est une fin en soi, et que le parallèle 27° 40' ait été reconnu comme limite sud du pays. Seguiet-El-Hamra et Rio-de-Oro restent revendiqués avec autant d'éner-

gie — sinon autant d'éclat — que la Mauritanie. Ce qui fait prévoir de nouveaux débats entre Madrid et Rabat.

Est-ce pour cette raison que simultanément les presses espagnole et marocaine font état d'incidents ? A Madrid les journaux rapportaient mercredi qu'un engagement se serait récemment déroulé dans le nord du Maroc, à Tétouan, entre « des éléments de la police armée, partisans de l'« Armée de libération » et l'armée royale marocaine. Ce serait la police qui aurait ouvert le feu sur les soldats, faisant au moins « deux blessés graves ». L'incident aurait été réglé par l'arrivée de détachements de la police de Tétouan, qui seraient intervenus « sans ménagement » et auraient procédé à de « nombreuses arrestations ».

D'autre part la presse marocaine publie un communiqué de l'armée de libération affirmant notamment : « L'armée espagnole stationnée dans la région de Sidi-Iñi poursuit ses efforts désespérés pour desserrer l'encerclement qui lui est imposé par nos forces valoureuses », et précisant que huit soldats espagnols auraient été tués au cours des derniers combats.

صورة للمقال الذي نشرته جريدة «لوموند» يوم 11 أبريل 1958

يوم 11 ابريل 1958

من المقرر أن تقوم يوم 10 أبريل السلطات الإسبانية بتسليم منطقة طرفاية إلى الدولة المغربية، غير أن ولي العهد الأمير مولاي الحسن لن يتسلم رسميا هذه المنطقة إلا يوم الجمعة المقبل، تقول «لوموند».

وأضافت الجريدة أنه بذلك ستكون حكومة مدريد قد احترمت بصفة شاملة الالتزامات الناتجة عن التصريح باستقلال المغرب سنة 1956، وأن كل مطالبة مغربية جديدة قد تؤدي إلى ظهور صعوبات.

وأعادت الصحيفة إلى الأذهان أن حكومة الرباط ترفض أن يكون تسليم طرفاية نهاية في حد ذاتها للمشكل، موضحة أن المغرب سيظل يطالب بالساقية الحمراء ووادي الذهب بنفس الطاقة والعزيمة، الأمر الذي ينبئ بحدوث مناقشات جديدة بين مدريد والرباط.

Le Monde

Publication Administrative : 1, rue des Italiens, Paris-DC - Directeur : Hubert BEUVE-MERY

4 avril 1958

Après l'accord frontalier hispano-marocain

Rabat laisse entendre que ses revendications sahariennes ne sont pas satisfaites pour autant

(De notre correspondant particulier.)

Rabat, 3 avril. — Incontestable succès de la diplomatie chérifienne, la rétrocession au Maroc méridional par l'Espagne est naturellement accueillie ici avec satisfaction.

Mais les réactions officielles sont complexes. On a en effet fort peu apprécié le communiqué publié par le cabinet de Madrid, d'autant moins que, par voie d'une confusion, il a pu paraître avoir été établi en commun.

Il présente en effet les coups sévères portés récemment contre l'Armée de la libération du Sahara marocain par les forces espagnoles comme ayant seuls permis la signature de l'accord et l'établissement de l'autorité chérifienne sur les nouveaux territoires. On rappelle, au ministère des affaires étrangères, qu'il s'agit là d'une des « conditions inacceptables » posées acquies par Madrid, et auxquelles Rabat a refusé de se plier.

On indique en outre que la signature de cet accord n'implique aucunement, de la

part de M. Salazar, la reconnaissance du parallèle 27 40 comme frontière sud du Maroc, celle-ci devant faire l'objet de négociations ultérieures. Et l'on ajoute que la situation des forces espagnoles qui se trouvent dans la zone dont Rabat va assumer désormais le contrôle sera réglée dans le cadre d'une solution de problèmes plus général du stationnement des troupes espagnoles au Maroc.

Donc, tout ce qui a été publié, hormis l'accord portant strictement sur le transfert de la zone, émane exclusivement de sources espagnoles, sans que le ministre des affaires étrangères marocain en ait eu connaissance. Aussi exprime-t-on un vif étonnement « au sujet de cette publication contraire aux usages diplomatiques ».

L'accord de Cienfuegos n'a pas fait de provoquer des incidents, mais il est évident qu'il a ébranlé l'attitude de l'Espagne et d'une certaine manière, il a permis à Rabat de réaffirmer sa position.

«AL ALAM» : puisque la rétrocession du Maroc méridional servir de leçon à la France.

Rabat, 3 avril. — Le quotidien de l'Al Alam commente ce matin, pour l'accord intervenu entre Madrid et Rabat sur la rétrocession du Maroc méridional.

« Le monde entier sera maintenant persuadé, écrit l'éditorial, qu'en revendiquant cette zone le Maroc n'était pas dans l'erreur et qu'il ne l'est pas davantage lorsqu'il revendique les autres régions qui s'étendent au sud et à l'est de l'Algérie (Maroc méridional). La dernière conséquence est que si l'Espagne se retire du Maroc, du Maroc méridional et du Maroc du Nord, le Maroc sera libéré par conséquent de toutes les pressions politiques et militaires qui ont été exercées sur lui. Il devra alors adopter maintenant une politique modérée et plus équilibrée. Enfin les populations du sud, usurpées à la mère patrie, seront reconquises que les manœuvres des colonialistes sont venues à l'encontre ».

Après avoir affirmé que l'accord de Cienfuegos consolide la position du Maroc devant le problème de ses frontières, l'éditorial de l'Al Alam conclut : « Le retour de l'Espagne après une longue lutte n'est qu'une première étape dans la résolution du Grand Sahara dont les habitants, les seigneurs et les rois ont fait un pays. Le Maroc n'a pas manqué l'occasion qui lui était offerte de se rapprocher du Maroc. Puisque cette victoire servir de leçon à la France ».

Il est possible qu'il y ait eu des contacts entre les deux gouvernements, mais il est évident que l'Espagne n'a pas voulu reconnaître le Maroc méridional comme territoire du Maroc. En rétrocedant cette zone de l'Algérie à Rabat l'Espagne a fait que le Maroc se rapproche de l'Algérie. Le Maroc se rapproche de l'Algérie, et cela est une victoire pour le Maroc. Le Maroc se rapproche de l'Algérie, et cela est une victoire pour le Maroc. Le Maroc se rapproche de l'Algérie, et cela est une victoire pour le Maroc.

صورة للمقال الذي نشرته جريدة «لوموند» يوم 4 أبريل 1958

يوم 4 أبريل 1958

بعد الاتفاق الحدودي الاسباني المغربي، الرباط توضح بأن مطالبها الصحراوية لم تلب.

ترى الصحيفة الفرنسية «لوموند» أن ما أنجزته الدبلوماسية المغربية يعتبر نصرا محققا بكل المقاييس، هذا فضلا عن أجواء الارتياح التي تسود الرباط بعد الإعلان عن عودة المنطقة الجنوبية إلى المغرب.

وتضيف الجريدة - استنادا إلى مصادر مقربة من وزارة الخارجية المغربية - أن التوقيع على الاتفاق لا يعني بتاتا اعتراف السيد بلافريج بخط العرض 27.40 كحدود جنوبية للمغرب.

وفي نفس العدد من «لوموند»، تتطرق الصحيفة إلى تعليق جريدة «العلم» بخصوص نفس الموضوع تحت عنوان: «حبذا لو استفادت فرنسا من درس عودة المنطقة الجنوبية إلى المغرب».

Le Monde

Méditerranée, Administration : 15, rue de la Harpe, Paris-5^e - Directeur : Robert BELLY-HEAT

3 avril 1958

DES CONFINS DU SUD MAROCAIN A LA FRONTIÈRE ALGERO-TUNISIENNE

- RABAT obtient de Madrid la rétrocession du Maroc méridional
- TUNIS réaffirme sa prévision à l'égard d'un contrôle frontalier

La campagne marocaine pour la « récupération des territoires du Sud », qui venait d'être marquée par le ralliement à Rabat de quatre notables mauritaniens, est l'occasion d'un nouveau succès pour le gouvernement chrétien : à l'issue d'entretiens qui se sont déroulés dans la petite ville portu-

naire de Ceuta, et autour de quels le vœu avait été manifesté, mardi, MM. Castella et Boleyn, ministres des affaires étrangères d'Espagne et du Maroc, sont convenus que la zone dite « Maroc méridional » sera transférée le 10 avril du royaume chrétien.

Cet accord ne bouleverse pas les situations acquises, car il avait été entendu lors de la signature des conventions d'avril 1954 abolissant le traité de protectorat de novembre 1912 que cette région devait faire retour au Maroc.

Madrid a retardé ce geste en attendant du fait que le transfert ne pouvait être fait à l'Armée de libération « marocaine, qui s'était infiltrée dans cette région, mais seulement aux autorités royales algériennes. Or la communauté publie hier par Madrid indique que les récentes opérations menées au Sahara occidental par les forces françaises et espagnoles ont « gravement affecté » l'Armée de libération et que « l'armée royale, peut maintenant garantir l'ordre dans les territoires remis à l'autorité du gouvernement de Rabat ».

On avait observé en effet depuis six semaines que les forces régulières marocaines faisaient mouvement vers le sud : une dizaine de milliers d'hommes de l'armée royale sont, croit-on, massés maintenant aux abords de l'oued Draa, prêts à prendre pied dans le secteur rétrocedé. Encore ne faut-il pas tenir le problème pour résolu, car, selon des informations qui paraissent sûres, en évitant à près de cinq mille hommes les effets de l'Armée de libération « campant dans le « Maroc méridional », entre l'Algérie et l'Espagne. Sur ce la France pour les forces armées royales d'obtenir le ralliement du dernier tronçon de l'Armée de libération, après celui de la fraction du FLN en juillet 1957. La Cour d'Oran a tout en tout pris à l'égard des territoires de Ceuta, « ont conclu » avec l'avis de Paris et à rappeler que M. Pinera avait récemment déclaré à la commission des affaires étrangères que la souveraineté chrétienne sur cette zone était incontestable.

gouvernement de Saint-Louis. M. Makhtar Ould Daddah, la puis mardi sur un tout autre ton que le Quai d'Orsay, qualifiant de « trahison » l'attitude des notables ayant fait acte d'obédience au roi du Maroc et déclarant : « Je dis non au Maroc ». Le rassemblement de nomades Reguibet organisé dans la troisième semaine d'avril à Fort-Franquet permettra peut-être de

rent eux-mêmes que cette supposition leur paraît « difficilement acceptable par la France ».

Dans le même temps M. Moneci Slim, délégué tunisien aux Nations unies, déclarant que son gouvernement n'accepterait aucun contrôle international impliquant le stationnement d'observateurs au territoire tunisien.

Faut-il envisager l'abolition des observateurs neutres en territoire algérien ? On peut rappeler à ce sujet que les forces de l'ONU, envoyées au Sinaï au lendemain de l'expulsion d'Égypte furent cantonnées en territoire administré par l'Égypte — qui avait cependant été qualifiée de « victime de l'agression ». Une telle mesure aurait le tort, selon certains observateurs français justement soucieux de rétablir le dialogue avec Tunis, de rapprocher que comme une mesure de méfiance à l'égard du gouvernement de M. Bourguiba. L'objectif reste alors d'obtenir de Tunis sinon son concours ou contrôle du moins un minimum d'admission, simplement par l'autorisation pour des observateurs neutres de se déplacer ou de stationner en territoire tunisien.

De même que le dernier éditorial de « l'Action », de Tunis, les deux journaux de M. Ferhat Abbas publiés mardi par le « Journal de Genève » ont interrogé. Le leader FLN suggère en effet que si l'on étoit « à la limite du divorce définitif », les chances de « réconciliation » n'étaient pas épuisées. Ce jour-là le quotidien égyptien « Al-Ahram », qui cite son auteur du fait que son rédacteur en chef, M. Houssein Heykal, est l'un des plus proches conseillers du président Nasser, annonce que des conversations au vœu de la création d'un gouvernement algérien ont eu lieu mercredi à la capitale par de nou-



meurer la force d'attraction qu'exercent respectivement leur gouvernement actuel et la couronne de Rabat sur les tribus mauritaniennes.

Sur la frontière algero-tunisienne

MM. Murphy et Bealey, qui ont eu de main encore à Londres des entretiens au Foreign Office, sont attendus à Paris dans l'après-midi. Les modalités d'un contrôle

صورة للمقال الذي نشرته جريدة «لوموند» يوم 3 أبريل 1958

يوم 3 أبريل 1958

«لوموند» تقول: الرباط تحصل من مدريد على استعادة الجزء الجنوبي المغربي.

تعتبر الحملة المغربية لاستعادة مناطق الجنوب - والتي تميزت بالتحاق أربعة مسؤولين موريتانيين بالرباط - مناسبة لفوز جديد تحققه الحكومة المغربية عقب مباحثات جرت في سينترا الإسبانية بين وزيرى خارجية المغرب واسبانيا، والذين اتفقا على أن تعود المنطقة الجنوبية إلى المغرب يوم 10 أبريل المقبل.

وأوضحت الجريدة أن هذا الاتفاق لا يغير الوضع في شي، لأنه كان مقررا خلال توقيع اتفاقيات أبريل 1956 التي تلغي عقد الحماية أن تعود هذه المنطقة إلى المغرب، غير أن مدريد أخرت هذه الخطوة، مبررة بأن المنطقة لا يمكن أن تسلم إلى جيش التحرير بل إلى السلطات الرسمية المغربية.

ونقلت «لوموند» تصريحاً لبعض سكان أيت باعمران الذين قالوا : « جريمتنا الوحيدة تتجلى في كوننا أعلننا أن المنطقة التي نعيش فيها يجب أن تلتحق بالوطن الأب وأن الصحراء ينبغي أن تعود إلى المغرب ».

ولاحظ مراسل الصحيفة الفرنسية أن الجميع يتحدثون عن عمليات فبراير في الساقية الحمراء وبالخصوص عملية قصف السمارة يوم 10 فبراير.

Les descendants du «sultan bleu» plaident pour le «Grand Maroc»

De notre envoyé spécial JEAN LEFÈVRE

Goulmine, 13 mars. — On nous avait prévus. Les Sahariens qui affluent autour de Goulmine ne sont pas des hommes traqués par la misère, mais plutôt des réfugiés politiques. Le vieillard qui en poste témoignage devant notre groupe de journalistes parle en agitant son chapelet dans sa main tremblante. Sa tente en poils de chameau domine un peu le vaste camp de toiles. Au sol, de maigres tapis confirment sa prééminence. Il est membre de la grande famille maraboutique des Ma El Aïnin, originaire de la Seguet El-Hamra — la famille du «sultan bleu», vire de Alaouites. Son frère, qui soutient sa vieillisse chancelante, — on dit qu'il a cent ans, — n'est autre que le cheik Ma El Aïnin, qui à l'Assemblée nationale consultative de Rabat, représente par anticipation les populations sahariennes. Devant nous, donc, voici le «Grand Maroc».

Un millier de tentes environ, dont beaucoup misérables, sont rassemblées là. Ce sont tous des nomades, Tekna, Chirguitti (de la région d'Atlat), Reguettat du Rio-de-Oro. Fuyant une soudaine répression, ils ont tout naturellement rejoint Goulmine non seulement parce que c'est un centre marocain, mais aussi parce que ce «port saharien» est l'aboutissement naturel de leur mouvement d'échange commercial.

Les Ait Baamrane, sédentaires venus de l'enclave tout proche d'Inzi, où les combats ont repris fin janvier, les ont retrouvés ici.

«Notre tout crime est d'avoir proclamé que les territoires sur lesquels nous vivons doivent rejoindre la mère patrie, que le Sahara doit revenir au Maroc...»

«Nous sommes partis parce que des avions sont venus nous bombarder. Des soldats et des tanks ont tout brûlé. Nous avons eu deux mille cinq cents victimes...»

Tous évoquent ainsi les opérations du mois de février dans la Seguet El-Hamra, au nord du Rio-de-Oro, et notamment un bombardement qui, avant, le 10 février, atteignit Senara.

C'est le directeur de la Radio-télévision mar-

ocaine, qui, enregistrant ces plaintes, nous en traduit l'essentiel. Les récits sont toujours les mêmes, très voisins.

«La France et l'Espagne sont épuisées par l'Amérique». La Seguet El-Hamra, notre pays, ne se trouve pas près de Madrid, ni de Paris, ni de Washington. La tribu a été attaquée avec du matériel américain. Avec des bombes de 1 000 kilos», précise un gosse. Cette phrase inattendue aussi: «Nous ne sommes pas des communistes». Et l'un de ces hommes ajoute en découvrant une denture typiquement blanche de Saharien: «Nous combattons jusqu'à ce qu'il ne nous reste plus une dent pour le retour du Sahara au Maroc».

Quelques-uns de ces hommes, nous dit-on, laissent femmes et enfants sous les murs de Goulmine, s'en vont joindre l'Armée de libération du Sahara marocain, que le ministre de l'intérieur a tenu à situer hier «dans les seules régions contestées», ajoutant que «le Maroc n'est que le récepteur et non le moteur de ce mouvement».

Effectivement, on ne retrouve plus trace aujourd'hui dans Goulmine de l'«Armée de libération» dont avaient vu plusieurs groupes en novembre et décembre derniers, au début des événements d'Inzi.

Au lendemain de l'indépendance marocaine cette politique paraît avisée. Mais aujourd'hui, des tribus — ou des éléments de tribus — suivent le mouvement. Celui-ci est encore limité, mais le discours de Mohammed V lui donnera sans doute plus d'ampleur.

Tandis que les hommes discutent, femmes et enfants attendent dans le vent de sable qui tourbillonne autour du camp une soupe populaire que distribuent des membres de l'armée royale. Une mère sanglote, enveloppant un bébé dans ses voiles bleus, qui sont toute sa fortune. Elle a perdu ses fils, ses parents et son mari. «A la guerre».

Soudain, nous voici de cette frontière une frontière «humaine»?

يوم 14 مارس 1958

المنحدرون من «السلطان الأزرق» يدافعون من أجل
«المغرب الكبير».

بهذا العنوان نشرت «لوموند» مراسلة لمبعوثها «جون
لوفيفر» قال في بدايتها:

«تم تقديم الصحراويين - الذين يتقاطرون على كلميم -
إلينا بأنهم أناس لا يطاردهم البؤس، وإنما هم لاجئون سياسيون.

لقد كان الشيخ الذي يقدم شهادته أمام الفريق الصحفي
ينحدر من أسرة ماء العينين المنحدرة من الساقية الحمراء،
أسرة «السلطان الأزرق»، انه الشيخ ماء العينين الذي يمثل
الصحراويين في المجلس الوطني الاستشاري بالرباط».

ويضيف المراسل معلقا بطريقته الخاصة: إذن، أمامنا آلاف
الخيام تقريبا من بين ساكنيها عدد كبير من البؤساء كلهم رحل
من «تكنا وشنقيط والركيبات» في وادي الذهب فروا هربا
من قمع مفاجئ. لقد التحقوا - بطبيعة الحال - بكلميم ليس
لأنه مركز مغربي فحسب، بل لأن هذا الجسر الصحراوي يعتبر
التتويج الطبيعي لحركتهم من أجل التبادل التجاري.

ويلاحظ في باريس أن المسؤولين الهاربين - إذا كان لهما
 مبرر ما للالتحاق بالخارج - فسيتوجهان على الأرجح إلى الرباط
 بدل الالتحاق بالقاهرة كما أشيع من قبل.

Le Monde

Rédaction, Administration : 1, rue de Valenciennes, Paris-10. - Directeur : Robert BEUVE-MERY

11 mars 1958

L'exode vers le nord de réfugiés du Sahara occidental et d'Inni est présenté à Rabat comme un plébiscite en faveur des revendications territoriales marocaines

De notre correspondant particulier LOUIS GRAVIER

Rabat, 12 mars. — « Ce ne sont pas des hordes affamées, ni des gens en gueulles, mais aussi bien des lettrés des négociants... » C'est ainsi que M. Dries M. Hammadi, ministre chrétien de l'intérieur, a — au cours d'une conférence de presse maril — décrit les réfugiés groupés dans la région d'Agadir, notamment autour de Goulime. On en évalue le chiffre à douze mille environ.

D'où viennent-ils ? Six mille d'entre eux des At-Baamrane d'Inni, dit-on de source officielle ; les autres de la Saoudi-Et-Hamra, du secteur de Tacheuf, ou Rouadra, du Maroc maritimi espagnol, de ces régions couramment désignées sous le vocable de Sahara. On a observé d'ailleurs que le chef de la

historiques unit aux habitants de la zone nord — celle qui, pour les gens du Sahara, commence sur les bords du pied Draa. Quant à l'exode vers le Maroc, il est le témoignage d'un vouloir-vivre commun. Selon M. H. Hammadi, des chefs — radis, rads, rhoudi — en ont pris la tête, et demandent le rattachement de leurs contrées lointaines au Maroc.

En fait ce double exode est présenté par les responsables marocains comme une sorte de plébiscite populaire en faveur de ses thèses sahariennes.

• UN FRANÇAIS ASSASSINÉ EN ESPAGNE — M. Laurent Roger, agent consulaire français du service chrétien des eaux et forêts, a été assassiné dimanche sur son poste, au nord d'Alger. Si ce n'est pas la première de ce genre, la mort de ce fonctionnaire de 40 ans est tout de même la plus récente.

• ACCORDS ARIENS MARITIMES — Les appareils des compagnies aériennes espagnoles sont de nouveau autorisés à faire escale au Maroc aux termes d'un accord récemment signé entre le M. Hammadi et l'ambassadeur d'Espagne M. de la Serna.

• ARRESTATIONS EN TUNISIE — M. Perrot, agent consulaire français à la légation du Maroc, dont la voiture de nuit a été arrêtée à la suite d'une perquisition effectuée à son domicile. La perquisition de nuit, M. Perrot, est à la tête de la police de nuit, a été également arrêtée par la police de nuit et se trouve détenu à la prison locale. Une perquisition effectuée à son domicile avait amené la découverte d'un fusil de chasse et de boîtes de cartouches.

direction du ministère de l'intérieur chargé de ce territoire M. Abdelkader El Fassi, se tenant près du ministre.

Ancien à cet, celui-ci, citant et présentant les chiffres, les faits, les données historiques unit aux habitants de la plaidoyer pour le « Grand Maroc » — dont il a pas d'ailleurs tiré les frontières M. Hammadi a d'autre part insisté sur le fait que le gouvernement chrétien pourrait faire valoir sa légitimité devant les instances internationales.

L'A. M. de libération a affirmé le ministre, n'est pas reculée par le gouvernement marocain et ne se limite en aucune manière sur le territoire soumis actuellement à la souveraineté de l'Etat. Elle est la manifestation d'un rassemblement des populations qui une communauté de langue, de religion de leur

صورة لمقال جريدة «لوموند» ليوم 11 مارس 1958

يوم 11 مارس 1958

هجرة لاجئي الصحراء الغربية وسيدي إفني إلى الشمال
تقدم في الرباط كاستفتاء لفائدة المطالب الترابية المغربية.

بهذا العنوان وبقلم مراسلها الخاص في الرباط «لوي
غرافي» علقت «لوموند» على تصريحات وزير الداخلية
المغربي إدريس المحمدي الذي فند فيها الأوصاف السيئة التي
تحاول السلطات الإسبانية أن تلصقها باللاجئين الصحراويين.

ونقلت الجريدة تأكيد السيد المحمدي القائل بأن جيش
التحرير لا يوجد تحت سلطة الحكومة المغربية أو فوق التراب
المغربي، وإنما هو تعبير عن انتفاضة السكان الذين تربطهم
بسكان المنطقة الشمالية روابط اللغة والدين والمصير المشترك.

وزعمت الصحيفة الباريسية أن هذه الهجرة «المؤلمة» قد
استغلت من لدن المسؤولين المغاربة كاستفتاء شعبي لفائدة
«أطروحاتهم» الصحراوية.

وفي نفس الأثناء نشرت «لوموند» خبرا حول اختفاء
مسؤولين موريتانيين وهما: الداوي ولد سيدي بابا وقال ولد
عمير في سويسرا.

Le Monde

Rédaction, Administration : 3, r. des Italiens, Paris 22. — Directeur : Hubert BEUVE-MERY

8 mars 1958

M. BALAFREJ : le blocage des trains français a pour but d'empêcher que le Maroc ne serve de base d'opérations en Algérie ou au Sahara.

(De notre correspondant particulier.)

Rabat, 7 mars. — M. Ahmed Balafrej, ministre des affaires étrangères, a, au cours d'une conférence de presse, évoqué le blocage du train militaire français en gare de Kenitra et de Meknes. Il a déclaré que « le Maroc ne doit pas servir de base opérationnelle pour des actions militaires dans le Sud ou en Algérie ».

Le ministre a déploré d'autre part « la coopération entre l'armée française et l'armée espagnole » sans apporter cependant de faits matériels précis relatifs à ces opérations dans les limites actuelles du Maroc.

Il a été d'autre part amené à définir la nature des relations entre les autorités de Rabat et l'« Armée de libération ».

« Ces opérations n'ont pas de rapport avec le gouvernement », a dit le ministre, mais, dans les régions contestées, nous ne pourrions pas prendre position envers elles. Tant que la ligne des responsabilités ne sera pas fixée nous ne pourrions rien faire. »

Selon M. Balafrej, les récentes attaques espagnoles dans la zone d'Infi ne seraient qu'un prélude à d'autres opérations en dehors de l'enclave : il en voit la preuve dans le « renforcement massif du potentiel militaire espagnol à Infi ».

Il faut souligner également la réunion de la commission mixte franco-chérifienne constituée depuis plusieurs mois pour délimiter les frontières du Sud marocain. L'ambassadeur de France, M. Alexandre Parodi, en a été avisé dernièrement. Rappelons le fait en nous rappelant au cours de l'entretien d'une heure qu'il a eu jeudi avec Mohammed V et Moulay Hassan.

Le gouvernement chérifien charge une « commission » d'étudier les problèmes posés par la présence de troupes étrangères

Rabat, 7 mars. — Un conseil de cabinet, réuni jeudi soir, a chargé une commission d'étudier les problèmes posés par la présence de troupes étrangères. Cette commission, qui doit présenter incessamment au conseil un projet définissant l'attitude du gouvernement en la matière, est composée de MM. Balafrej, ministre des affaires étrangères ; Mohammed, ministre de l'intérieur ; Mohamed, ministre de l'économie nationale, et Douiri, ministre des travaux publics.

Un communiqué publié le matin même par le ministère de l'information, à la suite du conseil de cabinet, déclare que MM. Bekkaï et Balafrej ont rendu compte des propositions que leur a faites M. Alexandre Parodi, ambassadeur de France, au sujet du stationnement des troupes françaises.

صورة للمقال الذي نشرته جريدة لوموند يوم 8 مارس 1958

يوم 8 مارس 1958

السيد بلافريج : الحصار المفروض على القطارات الفرنسية يرمي إلى الحيلولة دون استعمال المغرب كقاعدة لانطلاق عمليات في الجزائر أو في الصحرا.

نقلت جريدة «لوموند » تصريحاً للسيد أحمد بلافريج وزير الشؤون الخارجية خلال ندوة صحفية، أثار فيها الحصار المفروض على القطارات العسكرية الفرنسية في كل من القنيطرة ومكناس موضحاً أن المغرب لا يمكن أن يستعمل كقاعدة للقيام بعمليات عسكرية في الجنوب أو في الجزائر.

وبعد أن ندد الوزير المغربي من جهة أخرى بالتعاون القائم بين الجيش الفرنسي والجيش الإسباني، اعتبر أن الهجومات الإسبانية الأخيرة على منطقة سيدي إفني ليست سوى تمهيد لعملية أخرى خارج إطار المنطقة.

وأعلنت الجريدة في ختام مراسلتها أن الرباط ترغب في اجتماع اللجنة المختلطة المغربية الفرنسية لتحديد حدود الجنوب المغربي.

جريدة
«لوموند» الفرنسية

سنة 1958

اهتمت جريدة «لوموند» الفرنسية بدورها
بالأحداث التي كانت جارية في تلك الفترة
بالمناطق الجنوبية المغربية.

وفيما يلي ملخصات لأهم القصصات الإخبارية
والتعليق التي نشرتها الصحيفة الباريسية خلال
شهري مارس وأبريل سنة 1958.



صاحبة السمو الملكي الأميرة للا عائشة، رئيسة اللجنة المركزية
للإسعاف الوطني تتجول وسط جموع اللاجئين الذين قدموا من
مختلف أنحاء الصحراء.

«العلم» 20 مارس 1958

وأشارت «العلم» إلى أن أبرز حدث سياسي وقع في هذه الأيام الأخيرة هو ذلك المؤتمر الذي عقده رؤساء القبائل الصحراوية يوم 12 مارس 1958 والذي شارك فيه ما يربو عن 400 من الرؤساء والشيوخ والشعراء والفقهاء من مختلف أنحاء الصحراء. وهو المؤتمر الذي تعرض لدراسة خطاب جلالة الملك في محاميد الغزلان وكذا الاستماع إلى عرض شامل للحالة السياسية والعسكرية بالصحراء وموقف السكان من الدعاية الاستعمارية والتدابير الواجب اتخاذها إزاء المرحلة الراهنة، هذا فضلا عن مسألة التعاون مع جيش التحرير.

وأعلنت الجريدة أن المؤتمر صادق على بيان ختامي يؤكد فيه الرؤساء والشيوخ الذين يمثلون قبائل الصحراء أنهم سيواصلون كفاحهم ضد الاستعمار حتى يعترف لهم بمغريبتهم كما جددوا ولاءهم وإخلاصهم لجلالة الملك وتضامنهم الكامل وتكتلهم تحت قيادة «جيشهم التحرير المغربي» حسب العبارة الواردة في البيان الختامي.

انعقاد مؤتمر رؤساء قبائل صحراء المغرب

حديث عام في تاريخ نضال جنوب المغرب

تتمثل في حكومة بن داود
الفرنسية، ولكن يبقى وقت طويل
حتى تتعرف هذه الحكومة
الصودية في فترة الانتفاضة
التحريرية التي تسمى ليجم

الحرف الوطن الغمري، وفوق
هذا فوزا من جانب ليجم
طائرة خارقة فرنسية في
البحر، وتدمير في الصحراء
التي عدها من الاستعمار
الفرنسي، وما بين يمينين
من التجربة والفرقة، و
تدري الاضطراب المثلون
على شؤون الصحراء من مؤمنين
رؤساء وشيوخ القبائل الذين
نضحي من اتفاق تامرول فكرة
والجاهد ضد الاحتلال والتقسيم
سيكون له اثر ملحوظ في احياء
المراتب بالصحراء الغربية، و
ولن يستطيع للسلطان
الاستعماريون امام هذا الاجتياح

الضحي متابعه ترحلتهم
العدوانية للحد طرفة، ولد
يكون اصحاب هذا الرأي مائلون
الى ما في حكمه هذا، ايم
البحر ان الاستعمار لا يقيم
اي اعتبار للآراء العامة
للسود، وفي هذا الفصل

الاسم تكن العزيمة التي
تستحق على بغايا الاستعمار،
اذ الشبان ان اربعة ايام لا
تغير ولا تلبس، وعلى اي
قاضي ما يمكن ان يرفع
شعب يتأصل من اجل هدف
محرم، هو ان يرفع ويرجع
جود، لتفريق الناية الشبهه
وهذا بالقياس ما له سكان
صحراء المغرب، ويستتفرون
طال الامد ام لغيره

المرورية للرؤساء، والتدريج
الذين تبعد منازلهم عن موضع
المؤتمر حتى تتكونا من المشاركة
فيه بدون مماناة عشاق السر
الضحية، يده انه لولا وسائل
الخلق والراذ التي خصصها
لهذه الغاية، لا كتب لكل هذا
المؤتمر ان ينفذ، الا في غضون
شهر عديد، نشرنا لقيام
الاساق واندمج وسائل النقل
السريع، وقد تقرر كما يشير
ذلك البيان الشبان ان يكون
المؤتمر شعريا، واول عقد
اجتماعات فوق المائدة لما
دعت الضرورة لذلك، و
ومد هذا المؤتمر في
نقطة تاريخية في تاريخ نضال

الجنوب الغربي، ولجست من
دعوة الى سائر اولى من قبائل
هذه الواسي، والتضمين في
النسب والسيرة، والجمهورية
تأثرة على، وتكون الاستعمار
الاسباني الحالي، وقد اختلفوا
الى البر، المستقل من الوطن
ولن تسمى حكومة احرار، من
اينز اناها، ويصلها فتوحه
سوى مشاعة الحد، والكرمية
في تونس سكان قارب عسما
وهذه الناية يسموها، وهي

لا تشد الحيت تسيطر في
الواسي التي ما زالت تلتحقها
الغرب، على اي واحد من لهم
حل في مغربي البلاد وتجاوز
يحييها سكان المناطق المذكورة
الذين اجسوا على مناطقها
ورفض طوايل القرونة واجبات
تطوراتهم، والعلية
وكذلك ايم بالنسبة لفرنسا
في مؤتمراتها، الا في حكومة
البريس قد وجهت لهذ الساعة
وسيلة لتبشير الراي العام

مؤقت السكان من الدعايات
الاستعمارية،
التدابير الضرورية في
المرحلة الرابعة،
التي تلت مع جيش التحرير
واستقرت الماشقة مدخلات
ساعات، ثم اتت ايام تحرير
البيان النهائي الذي وافق عليه
الحضور بالاجماع، ووزع على
الصحافة والافانعة، ومن
بين الذين شاركوا في الاجتماع
بازار الرؤساء، والتدريج، و
مؤمنون من، والقيادة العليا
لجيش التحرير بصره، المغرب،
وقد أعلن الرؤساء، والتدريج
الذين يستلون قبائل الصحراء
الغربية، ايم جيشون في

كانهم ضد الاستعمار حتى
يشرف لهم بتفريتهم، ويجعلوا
الاول، والاحلام لبلالة الملك،
التي يملكون عليه وعلى حكومتهم
الوطنية، آملا كبرى في مساعدتهم
على التخلص من بران الاستعمار
واشتت بالحرية، في نطاق
وحدة المغرب الوطنية والتاريخية
والشعرية، و كما اكشوا
تضامنهم الكامل وتكلمهم وتحت
قيادة جيشهم التحريري المغربي
الأسبق، حسب المبادئ الواردة
في البيان النهائي، وكهوا
تدريبا فاعلا للاشاعات التي
ينها الاستعماريون في موضوع
هذه الاماكن الغربية الضحيات

ولا يترتب ان تشير الى ان
هذه المؤتمرات كان مسبوقة
باستماعات تنهيدية، وقد
تولت تفسيره لجان خاصة،
كتبت هذه الحقبة، وقدم جيش
التحرير المغربي جميع التسهيلات

تقريبها الهائلة، من التخلي
على ابطال المجهود البواسل،
وما زال الجيش الوطني يحتل
المراكز التي كان مقبلا بها،
وبين الاشتباكات الأخيرة، التي
دارت في مختلف تونس
الصحراء، كانت في صالحه،
وتقول الايام الواردة من هناك
ان الجيش الاوربي لا تقدر
على اكتساب الحركة، لانها
لا يمكن ان تحبس على طبيعة
الصحراء الجافة،

وابرزت حادثة سياسي وقع في
هذه الايام الأخيرة، وملك
المؤتمر الذي عقده رؤساء القبائل
الصحراوية بتاريخ ١٢ من الجاد
وقد شارك في هذا المؤتمر ما
يزيد على ١٠٠ من رؤساء
والشيوخ والتدريج، والنفاه
من مختلف الركان الصحراء،
واتبع لآن اسفر هذا الاجتماع
التاريخي الهام، وحسب
مبوتا غامسا لبريد العلم التي
تتمتع بسمة طيبة في هذه
المناطق من المغرب، واستمت
عن كل ال مائة مؤلا،
الرجال الاسرار الذين تنسج
فيهم اربعة سكان الصحراء
المغربية المحسبين على الكاح من
اجل الاتحاد بوطنهم الاسلي،
في الساعات الماضية ليل
من التاريخ المذكور اتفق المؤتمر
وكان جدول يومهم الاسلي
على النقط الآتية:

دراسة النقط الذي اتفق
بجمله لذلك بغية التمهيد،
وتعرض فيه قضية الصحراء
بمصرها، نال الغرات الاحتلالية
السياسية والمسكرية بالصحراء

كليم، ويعود العلم الخاص
عاشت الصحراء الغربية
في السابيع الأخيرة، مرحلة
عامة، في حياتها القتالية
من اجل الاتحاد بالوطن
المستقل والكل الوحدة
المغربية الكبرى، فيجهد
الصحراء الغربية لكل الوقت
الاستعمارية الفرنسية والاسبانية
ببعض النقط، على موية
التحرير التي تحتاج هذه البلاد
الناشئة من موريطانيا الى
الساقية الحمراء، فواقي دعة،
وامام هذا التحالف الاستعماري
الذي بات حقيقة لاسراء فيها،
ادرك السكان الاقليم خطورة
الوضعية الخطيرة القائمة، من
جاء التدخل العسكري المتزايد
المستمر، وكانت المناطق
الرافعة تحت النفوذ الاسباني
كطريف والبيون، والمناضلة
والكورة والطناف، مسرا
لمليات ابادية لتطعمها
الطيران الاسباني والفرنسي،
كما ان فرنسا فرنسية واسبانية
في التماس والتمعية الثقيلة،
حاولت القيام بمحاولات تطهير
على الحدود العاصلة بين وادي
فور وموريتانيا، غير انها
فوتت بظلمة حادة من جانب
فرق جيش التحرير الرافعة
في تلك الجهات من صحراء
الغرب،

وطول ما زعمت الصحفان
الاستعمارية سواء في باريس او
او مدريد، من ان الجيش
بمساعدات جيش التحرير، كما
بمصرها، نال الغرات الاحتلالية
في التي لن تمكن بالرفع من

صورة للمقال الذي نشرته جريدة «العلم» يوم 23 مارس 1958

جريدة «العلم»

23 مارس 1958

انعقاد مؤتمر رؤساء قبائل صحراء المغرب

وفي عدد بتاريخ 23 مارس 1958 أكدت الجريدة أن الصحراء المغربية عاشت في الأسابيع الأخيرة مرحلة هامة في حياتها النضالية من أجل الالتحاق بالوطن المستقل وإكمال الوحدة الكبرى وذلك تجاه تكتل القوات الاستعمارية الفرنسية والإسبانية بقصد القضاء على موجة التحرير التي تجتاح هذه البلاد.

واستطردت الجريدة تقول إن المناطق الراححة تحت النفوذ الإسباني لطرفاية والعيون والداخلة والكويرة والطانطان كانت مسرحا لعمليات إبادية نظمها الطيران الفرنسي والإسباني، كما أن فرقا فرنسية وإسبانية من المشاة والمدفعية الثقيلة حاولت القيام بحملات تطهير على الحدود الفاصلة بين «ريودي أورو» وموريتانيا، غير أنها قوبلت بمقاومة حادة من قبل فرق جيش التحرير المرابطة في تلك الجهات من صحراء المغرب.



وفد الصحفيين عند نزولهم من الطائرة بمطار كولمين،
جاؤوا لتقييم وضع اللاجئين.
«العلم» 14 مارس 1958

عن شهادته عليه القوم الملكية المسلحة بأسلحتها العديدة ودفعها المضادة للطائرات ووسائل مواصلاته السريعة من استعداد للوقوف في وجه ان وردت أخبار وشاعات حول احتمال قيام الغزوات الاسبانية بهجوم على ناحية كوليين قرب تلجة العليا للدفاع الوطني اتخاذ الاحتياطات اللازمة حيث افرست الى عين المكان عدة فرق من القوات الملكية المسلحة وقد شاهدنا هذه الفرق وهي على كامل الاستعداد للدفاع عن حوزة الوطن وعدل كل عبءون وبعد تناول طعام الغدا حيث كان وقد المصعفين خيفاً على القائد المقاتر عدداً في الحش الى الرباط محاولين - ونحن من أجل الطائرة ان نزيل عن أعناقنا - جهدهم الامكان - ما نلق بها من مناظر البؤس والشتاء.

استعداد السلك الديبلوماسي

هذا وقد علمنا ان السيد وزير الخارجية - نظراً للظروف الخطيرة التي أصبحت تحلها مشكلة اللاجئين - يستعد لاستدعاء رجال السلك الديبلوماسي ليقام بزيارتهم والاطلاع بانفسهم على الالاسي التي تجري فيها كما علمنا ان مندوباً عن الصليب الاحمر سيسجل قريبا الى المغرب نفس الغاية على بركناس

والتمثيل باسمهم - القويوات الملكية المسلحة تشكل موقنا اطمأنهم والدكتور بن هبة - من وزارة الصحة - يشرف على كل ما يتعلق بعلاجهم ووقايتهم من الامراض الخطيرة والسلطات المحلية تسهر على انهم ووزيرة الخارجية قد اتارت انشاء مؤسسات الاسعاف العالية والمثلثات الدولية الى وضعيتهم - وغرودة مساعدة الحكومة على اخذ بيدهم ولكن هذا لا يكفي فعددهم - كما قلنا - يتكاثر يوماً بعد يوم ويستعسر ما دامت طائرات المستعمر تصب وابل ناريها عليهم وما دامت الصحراء القفرية سعيماً يعترق بلهيه كل من امن بعفريتهم وتشتق الى الحرية وطلب في الانضمام الى حظيرة الوطن - فلا بد لمن من البحث على الوطن - ان يقع اتفاق في شأن الاستقلال المشترك لغربيين الصحراء الطبيعية ونموذ بذلك لهؤلاء المواطنين طمانينهم وتحتهم ويمنونوا الى مفاصل نفوسهم حيث خلفوا امتعتهم عرجة للقباع وديارهم عرجة للخراب

عن حوزة الوطن الاستعداد للخدمة

هذه هي الفكرة الاجمالية التي يكونها كل من اتيحت له الفرصة لتساعده المهاجرين الصحراويين وتمكن من الاتصال بهم والسماع لشكايتهم والرتا لتعاليم ولا يات الزائر لكوليين

الوسائل لقطع الداء من اسله بالياتح مع فرنسا واسبانيا في مشكلة الحدود ليهود المقيصر ليعصر ويصبح من الممكن - متى توحدت اجزاء

المصعفين الى هؤلاء الصحراويين اورو والساقية الحمراء واستمعا الى تسد من السكة والى شيوخ من ليتنوف والى كهول من موريطانيا الى غير هؤلاء من معتقف نواحي الصحراء وكلهم على كلمة واحدة : هم يطالبون بالحاققة على جنسيتهم المغربية واتحادهم للمغرب ولولا تم جلالة الملك والفرنسيون والاسبان يمسك ذلك يربطون ان يرفضوا عليهم وضعية اخرى لا تتفق وعواظهم القومية ووضعيتهم الترابية

أصل الداء

لقد انتع كل ذي خبيث حتى ومثقل سليم من اعشار الوفد المصعقي بما سمع من هؤلاء اللاجئين ، وان اكل يانه من الضروري الاهتمام باحوالهم

على اختلاف طبقاتهم استمعا الى الشيخ الجليل السيد محمد الاعظف الذي يعمر مائة سنة قضاهما جلها هو وعائلته في تشيل السلطة المركزية بربودي

منها واستمعا الى احاديثهم المؤثرة انهم طبقات متنوعة فيهم الحاكم والتاجر والصانع والعامل والكسب تركوا كل ما ملكت ايديهم ورايتهم لغير بلادهم من القبائل المعرفة والرشاشات القاتلة والمدافع الصرعة التجاؤا الى هذه المناطق الاثمة قادمين من ابني والسكة والساقية الحمراء وموريطانيا ولينفوق والجملة من مختلف مناطق الصحراء الغربية التي ابرادوها مغربة ولكن الاستعمار اراد ان ينكر عليهم مغربيتهم فكان ذلك اصل الخلاف وكان ذلك بداية هذه المأساة

تعلق اخواننا

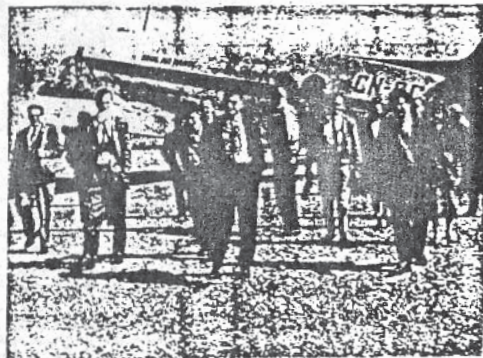
الصحراويين بمغربيتهم استمعا واستمع وقد

المصعفين يشانه المهودة واخذ يزودهم بالمعلومات الضرورية عن احوال اللاجئين وزعمهم مؤكداً ما ادى به السيد وزير الداخلية قبل ذلك من بيانات عنهم

هم اللاجئين

وتوجه الكل اثر ذلك الى الاماكن التي يخيم فيها اللاجئين وتجمع فيها المهاجرون - المنعزل يسيل الدمع ويضي القلب - انهم الال من الاطفال والشاء والشيخو يجنوا كلهم في ساحة عمومية في انتظار وجبة الطعام التي سيلدها لهم جنود القوات الملكية المسلحة الذين حملوا هؤلاء البؤساء

التراب من هؤلاء المواطنين يؤدنا خيامهم العالية ايوما في

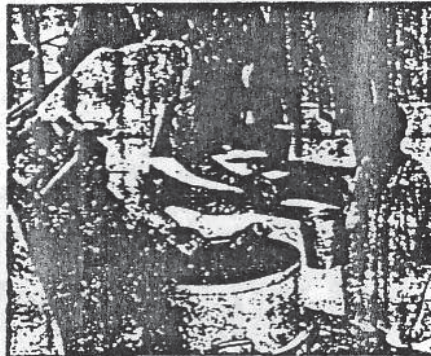


تمتة المقال الذي نشرته جريدة «العلم» يوم 14 مارس 1958

العلم

14 مارس 1958

مشكلة اللاجئين تستوجب حلاً عاجلاً



طفل يتوصل بصحة من يمد يده من التواكلية المسلحة
المتكلمين يفسد اللاجئين

حيلة الحياة ونشروا انبساط
الصبر العالمي لا عالة هذه
الاول المؤنة من الصبيان
والنساء والمهجرة الذين
يتواضعون على ناحية كولومبين
بشعرهم بعضا خلفوا ودايم
كل ما يمكنوا واسموا ليس
حاجة عاجلة الى الضرور من
هوتو كثير من ملاوي

لاجل هذا لست زفرة
الحارجة بشعر طارة مدينة
كبيرة تامة للخطوط الجوية
التيكاد وجعلها ربح تسيرة
رجل الصماعة الذين يربون
في الاكلع بانفسهم على حيلة
الحالة في الجنوب

وقد لي شعور جل رجاء
الصماعة ورايت الانبياء
والانبياء واليهنا الموجودين
في المغرب من فرنسين
واسمى كيريتان واطالين

بشترت مرسل الصعل
الفرنسية الصادرة بالفرن
الذين اعتقدوا ولا تكل في الراس

العلم الفرنسي القاطن ليس
لهوانا في رير حيلة الاطلاع
على علم الناس التي يمشين
فيها هؤلاء المواطنين

سدت حطارة في كولومبين
بعد ما قطعت آفاقه بين هربا
الى هذا المركز في طرف حاضرين
وصف، وكان على راس الوفد
السيد احمد بنسوس المعلق
الصماعة بوزارة الخارجية
سماظر مؤلة

والين من تزلزل العائرة الى
الارض كونت لدى الصماعة
نظرة اجمالية عن الحالة المؤنة
التي يعيش فيها اللاجئون المؤنة
الحياة مصفحة في الاراضي
القائمة العيلة كولومبين

والآلاف الانشفي بنسوس
ومعها في حالة تمتع في الراف
حيث ما كان يمدون من يده
تتم من عالمه وما هم فيه من

يؤس ورحمن
ولي المار وجدا في انتظار
لقد الناحية الذي رافنا في
مكتب القادة المختار السيد
الرحمن الزيت الذي كان وقد

الانبار الاول
وقد كانت حول حيلة بالخطر
نبت الفكر العام الى خفوة
حالة اللاجئين هي التي وجها
السيد احمد بلارج زيسر
الخارجية في الزيرة الظرفية
التي قام بها الوفد السوزري
الى الناطق الجنوبية في اوان
هذه الشراء وجات اثر ذلك
تصريحات السيد زير الدلاع
والسيد زير الماخلية اسم
اخيرا تصريحات سمو ولي
الامم بعدما توجه سموه بنسوس
مربين الى الجنوب للاطلاع على
حالة الحالة هناك والتأكد
من سما وصلت اليه الحالة
في كل خطوة

**تنبيه الرأي العام
الاجئين**

وقد كان من الضروري بعد
التواضع الصماعة الذين
غرضها السيد احمد بلارج
والدرس الصماعة كاخلاصها
من عالة اللاجئين في تكلم
رجلة زير الدلاع والانبياء
والسماظر ليقلوا بانفسهم على

عاسة اللاجئين
الصماعة مشكلة اللاجئين
مع نوال الايام مشكلة وقتية
تتصل بالكل موطن بقدر ما
تتصل بالكل المؤن ليس
الحكومة فمدوم تكلم يوما
بعد يوم ومشكلة تلتهمهم
ما يتزايد ولاهم تعجب بقدر
لقد ذكر السيد زير الماخلية
التي تفرغ الصماعة الأخيرة
ان الامعاء الاخير بدل على ان
عدد اللاجئين يقرب من 10 آلاف
لاجر، بين نساء وشيوخ
واطفال، ولي يوم واحد اميل
لقد كولين المختار جيت جمع
اللاجئين - عدا من 1000 عائلة

أخرى قد قطعت وادي دوة في
طريقها الى مكان التجمع وهذا
يدل على ان الهجرة مستمرة ما
حامت مشيرة اسيابها وانما لكان
سيزداد صعوبة بقدر ما يتزايد
هذا العدد

الصماعة الاول
كل الكل علم بوجسود

صورة للمقال الذي نشرته جريدة «العلم»

يوم 14 مارس 1958

جريدة «العلم»

14 مارس 1958

نشرت جريدة العلم الصادرة يوم 14 مارس 1958 مقالا علقت فيه على الندوة الصحفية التي كان قد عقدها وزير الداخلية حول الموضوع موضحة أن مشكلة اللاجئين أصبحت قضية وطنية تشغل بال كل مواطن بقدر ما تشغل بال المسؤولين في الحكومة.

وأكدت الصحيفة أن أول صيحة بالخطر نبهت إلى خطورة حالة اللاجئين هي تصريحات سمو ولي العهد آنذاك جلالة الملك الحسن الثاني بعدما توجه بنفسه مرتين إلى الجنوب للاطلاع على حقيقة الوضع هناك. وقدمت الجريدة وصفا دقيقا لأوضاع المهاجرين وآلامهم وآمالهم وأحاديثهم المؤثرة للوفد الصحافي.

وقد أكد هذا الشيخ الذي سافر على ظهر جملة مسافة ألف كيلومتر لغرض واحد هو إعلان تمسكه بمغربيته وبولائه لجلالة الملك وللحكومة المركزية.

ونقلت «العلم» على لسان وزير الداخلية أسباب انطلاق الهجرة في اتجاه الشمال والحركة التحريرية التي تعم المناطق الجنوبية والتي لا يلعب فيها المغرب دور المحرك والموجه وإنما هي حركة تلقائية يدافع فيها سكان هذه المناطق عن حقهم في التمتع - كباقي أجزاء الوطن - بنعمة الحرية والكرامة.

وما تصريحات زعماء هذه الحركة والقائمين عليها - يقول السيد ادريس المحمدي - سوى أعظم دليل على تعلق سكان هذه المناطق بالوطن الأب. غير أن هناك معاهدات سرية تم بواسطتها توزيع أقاليم المغرب على بعض الدول ومنها الصحراء دون أن يكون للمغرب علم بذلك.

وختمت الجريدة وصفها بالخاتمة التي توج بها السيد المحمدي ندوته الصحافية حيث قال : «لقد كانت هذه المناطق مغربية وستبقى مغربية لأن تلك هي رغبة سكانها ولأن هذا ما حكم به المنطق والتاريخ».

جريدة «العلم»

10 مارس 1958

المغرب المحرر إنما هو الجزء الشمالي لمجموع الوطن.

نقلت الجريدة في عددها الصادر بتاريخ 10 مارس 1958 ملخصا للندوة الصحافية التي عقدها يوم 9 مارس 1958 السيد إدريس المحمدي وزير الداخلية والتي تحدث في بدايتها عن مشكلة اللاجئين الذين يتواردون باستمرار على مناطق المغرب الجنوبية والحالة السيئة التي يوجدون فيها بسبب تكاثرهم، واستطردت الصحيفة قائلة:

«لقد أخذ السيد الوزير يشرح لرجال الصحافة ماذا يعني في الحقيقة بالصحراء عندما يتحدث عن المهاجرين القادمين منها. فالصحراء- كما قال سيادته - هي ما يوجد جنوب درعة من طرفاية وتكنا والساقية الحمراء وريو دي أورو وغير ذلك.

وضرب السيد إدريس المحمدي لمخاطبيه مثلا بالشيخ الأغظف الذي يعمر الآن مائة سنة والذي جاء من وادي الذهب حيث كان يمثل خليفة تطوان في هذه المناطق وذلك إلى نهاية سنة 1947.

النزاع المغربي مع إسبانيا وفرنسا

الامم المتحدة - نيويورك - من
ليفون كشتبان

الدول وحماية المصالح الوطنية
وهيتها .

ليس هنالك من ينكر ان
اسبانيا سيدة على هذه الاماكن
والمناطق ، وان هذا الحق يمكن
مناقشته ، او اعادة النظر فيه ،
او دعمه وتأييده ، او النخل عنه
لكن لا يمكن النفاذ هذا الحق من
جانب واحد وعن طريق العنف

ليس في نية الحكومة الاسبانية
المنفية ان تجعل ليا مسؤولية
الوصول الى هذه الحالة ،
وليست رغبة في شجب الاخطاء ،
التي ارتكبتها غيرها ، ولا تريد
ان تبحث في الاسباب التي ادت
الى هذا الوضع غير المستقر ،
وكل ما تريده هو المطالبة بايقاف
هذه الدماء ، وادارتها ، وتأكيد
حق اسبانيا ، واعادة العلاقات

الودية التقليدية بين القرب
واسبانيا مع العلم ان اسبانيا
كانت دوما تحمل ودا وصداقة
للشعب المغربي وكانت تنظر اليه
نظرة اخوية سلمية ، دون ان
يقابل ذلك - دوما - السبب
المغربي بالمثل منذ تدخل المغاربة
في شؤون اسبانيا تحت قيادة
الجنرال فرانكو ، ذلك التدخل
الذي اعتبر عنصرا فعالا في
تقرير مصير الحرب الاهلية
الاسبانية المزعومة .

فرض هدنة عسكرية ، وفانيا -
ان تحتل قسوة من الامم المتحدة
مراكز حادة بين المعادل
الاسبانية والمغربية وثالثا - اخذ
عهد بان تبحث المسائل المتعلقة
بجنا سلبيا في مفاوضات رسمية
وان دعت الحاجة طرح المسائل
المعلقة على هيئة تحكيمية .

وقو توصلنا الى نسخة عن
الكتاب هذا نرى من القرووي
ان يترجم فحواء الى اللغة العربية
للدلالة على ما تضمنه هذه
الحكومة الاسبانية في منهاها من
خقد دفين ضد المغرب وبساعة
لا تفل عن بساعة فرانكو . وفيما
يل ترجمة هذا الكتاب :

لقد سقط عدد من الاسبانيين
العسكريين ضحايا عدوان غير
متوقع قام به المغاربة في ابغنى
الارض التي تحتلها اسبانيا
استنادا الى معاهدات دولية
نافذة المفعول . ومن حقا ان
تخوف من امكانية وقوع عنوان
مماثل على ممتلكات اسبانية
اخرى في المنطقة يذهب ضحيتها
ارواح بشرية بشرية اسبانية
ومغربية .

ان حكومة الجمهورية الاسبانية
في منهاها بصفاتها الحكومة
الدستورية الشرعية التي انتخبها
الشعب عندما كان حرا ، ترى من
واجبها بدافع انساني ووطني ان
تقوم بهذا العمل الهادف الى
التعاون في سبل اعادة السلم

يساور الامم المتحدة قلق
شديد من جراء تدهور العلاقات
بين المغرب من جهة واسبانيا
وفرنسا من جهة اخرى بسبب
الاعتداء الاسباني الفرنسي على
القسم الغربي من الصحراء ، وقد
درست اوساط الامم المتحدة
البلاغ الاسباني الذي زعم
بتطهير الصحراء من التناضلين
المغاربة ، درست البلاغ دراسة
والية وبكل عنابة . وقد فردت
الصفحة الاميركية اماكن بارزة
على صفحاتها لهذا البلاغ
الاسباني

ويدور في اوساط الكتلة
الاسيوية الافريقية حديث ولغظ
حول النزاع المغربي الاسباني
الفرنسي ، ومن المتشوق ان
تبحث الكتلة هذه المسألة في
اجتماعها الذي سيعقد هذا
الاسبوع .

بعت الشيور فيلكس غور
دون اورداس ، رئيس حكومة
الجمهورية الاسبانية في المنفى
بعت كتابا الى المسيو هيرشولد
امين الامم المتحدة العام ، طالبا
فيه ان تعمل الامم المتحدة
جهودها لخلق حالة من السلم
والهدوء بين اسبانيا والمغرب ،
ومقديما له ثلاثة اقتراحات للعمل
بموجبها بنية خلق ذلك الهدوء
اما المقترحات الثلاثة التي
قدمها رئيس الحكومة الاسبانية
المنفية بهذا الصدد فهي : اولا -

صورة للمقال الذي نشرته جريدة « العلم » يوم 7 مارس 1958

جريدة «العلم»

7 مارس 1958

نشرت جريدة «العلم» في العدد الصادر يوم 7 مارس 1958 مراسلة لمبعوثها في مقر الأمم المتحدة «السيد ليفون كشيبيان» استهله بالقول : «يساور الأمم المتحدة قلق شديد من جراء تدهور العلاقات بين المغرب من جهة وإسبانيا وفرنسا من جهة أخرى بسبب الاعتداء الإسباني الفرنسي على القسم الغربي من الصحراء».

وأضاف المراسل الخاص للعلم : «لقد درست أوساط الأمم المتحدة البلاغ الإسباني الذي تحدث عن «تطهير الصحراء» من المناضلين المغاربة في حين يدور في أوساط الكتلة الآسيوية والإفريقية حديث حول النزاع حيث من المتوقع أن تبحث الكتلة هذه المسألة في غضون هذا الأسبوع».

ونشرت الصحيفة في نفس العدد خبرا مفاده أن إسبانيا استدعت سفيرها في المغرب على إثر الأحداث الأخيرة.



صورة للاجئين المغاربة في الجنوب نشرت بجريدة «العهد الجديد» في
عددتها الصادر يوم 20 مارس 1958

وقد كلفت سمو الأميرة السيد أحمد العلوي بوصفه رئيس قسم الصحافة بالديوان الملكي بإلقاء كلمة شكر نيابة عنها أكد فيها الغاية من هذه الزيارة مذكرا بالهدفين اللذين يسعى جلالة الملك إلى تحقيقهما، وهما: أولا، إسعاف اللاجئين القادمين من أيت باعمران والصحراء، وثانيا حل المشكل السياسي الذي سبب آلامهم مذكرا بالخطاب التاريخي لصاحب الجلالة محمد الخامس في محاميد الغزلان والذي تعهد فيه جلالته بالعمل على استرجاع حدود المغرب التاريخية.

وختمت الصحيفة مراسلتها بالقول بأن زيارة سمو الأميرة للاعائشة توجت بتسليم منحة ملكية إلى اللاجئين.

«العهد الجديد»

20 مارس 1958

الاميرة عائشة تعود الى الرباط بعد تفقد حالة اللاجئين في الجنوب
الاميرة تسلم منحة ملكية قدرها مليون فرنك
لللاجئين القادمين من ايت ابا عمران
والصحراء و البالغ عددهم زهاء 19 الفا

عائشة وها يمشي يمشي
الجلادين بالقميص الضيق
السبي الذي يربطه جلا
واحد من القمصين الرخيص
التي تقطع حيا والعض
الكبر الذي يربط حلاته
شظويته وأشهره شظويته
شبه كدمه ملون غرائف
هناك تلك شظوية
الجلادين
وعند الأمير حبيبته
الأميرة التي تشارت شه
الضوء من عاتقها التي تشار
وعطف على الرعدة في تلك
شظوية الأمير صفة رقيقة
الكبر الذي للجلادين الرخيص

١٥٥
 ١٥٦
 ١٥٧
 ١٥٨
 ١٥٩
 ١٦٠
 ١٦١
 ١٦٢
 ١٦٣
 ١٦٤
 ١٦٥
 ١٦٦
 ١٦٧
 ١٦٨
 ١٦٩
 ١٧٠
 ١٧١
 ١٧٢
 ١٧٣
 ١٧٤
 ١٧٥
 ١٧٦
 ١٧٧
 ١٧٨
 ١٧٩
 ١٨٠
 ١٨١
 ١٨٢
 ١٨٣
 ١٨٤
 ١٨٥
 ١٨٦
 ١٨٧
 ١٨٨
 ١٨٩
 ١٩٠
 ١٩١
 ١٩٢
 ١٩٣
 ١٩٤
 ١٩٥
 ١٩٦
 ١٩٧
 ١٩٨
 ١٩٩
 ٢٠٠
 ٢٠١
 ٢٠٢
 ٢٠٣
 ٢٠٤
 ٢٠٥
 ٢٠٦
 ٢٠٧
 ٢٠٨
 ٢٠٩
 ٢١٠
 ٢١١
 ٢١٢
 ٢١٣
 ٢١٤
 ٢١٥
 ٢١٦
 ٢١٧
 ٢١٨
 ٢١٩
 ٢٢٠
 ٢٢١
 ٢٢٢
 ٢٢٣
 ٢٢٤
 ٢٢٥
 ٢٢٦
 ٢٢٧
 ٢٢٨
 ٢٢٩
 ٢٣٠
 ٢٣١
 ٢٣٢
 ٢٣٣
 ٢٣٤
 ٢٣٥
 ٢٣٦
 ٢٣٧
 ٢٣٨
 ٢٣٩
 ٢٤٠
 ٢٤١
 ٢٤٢
 ٢٤٣
 ٢٤٤
 ٢٤٥
 ٢٤٦
 ٢٤٧
 ٢٤٨
 ٢٤٩
 ٢٥٠
 ٢٥١
 ٢٥٢
 ٢٥٣
 ٢٥٤
 ٢٥٥
 ٢٥٦
 ٢٥٧
 ٢٥٨
 ٢٥٩
 ٢٦٠
 ٢٦١
 ٢٦٢
 ٢٦٣
 ٢٦٤
 ٢٦٥
 ٢٦٦
 ٢٦٧
 ٢٦٨
 ٢٦٩
 ٢٧٠
 ٢٧١
 ٢٧٢
 ٢٧٣
 ٢٧٤
 ٢٧٥
 ٢٧٦
 ٢٧٧
 ٢٧٨
 ٢٧٩
 ٢٨٠
 ٢٨١
 ٢٨٢
 ٢٨٣
 ٢٨٤
 ٢٨٥
 ٢٨٦
 ٢٨٧
 ٢٨٨
 ٢٨٩
 ٢٩٠
 ٢٩١
 ٢٩٢
 ٢٩٣
 ٢٩٤
 ٢٩٥
 ٢٩٦
 ٢٩٧
 ٢٩٨
 ٢٩٩
 ٣٠٠
 ٣٠١
 ٣٠٢
 ٣٠٣
 ٣٠٤
 ٣٠٥
 ٣٠٦
 ٣٠٧
 ٣٠٨
 ٣٠٩
 ٣١٠
 ٣١١
 ٣١٢
 ٣١٣
 ٣١٤
 ٣١٥
 ٣١٦
 ٣١٧
 ٣١٨
 ٣١٩
 ٣٢٠
 ٣٢١
 ٣٢٢
 ٣٢٣
 ٣٢٤
 ٣٢٥
 ٣٢٦
 ٣٢٧
 ٣٢٨
 ٣٢٩
 ٣٣٠
 ٣٣١
 ٣٣٢
 ٣٣٣
 ٣٣٤
 ٣٣٥
 ٣٣٦
 ٣٣٧
 ٣٣٨
 ٣٣٩
 ٣٤٠
 ٣٤١
 ٣٤٢
 ٣٤٣
 ٣٤٤
 ٣٤٥
 ٣٤٦
 ٣٤٧
 ٣٤٨
 ٣٤٩
 ٣٥٠
 ٣٥١
 ٣٥٢
 ٣٥٣
 ٣٥٤
 ٣٥٥
 ٣٥٦
 ٣٥٧
 ٣٥٨
 ٣٥٩
 ٣٦٠
 ٣٦١
 ٣٦٢
 ٣٦٣
 ٣٦٤
 ٣٦٥
 ٣٦٦
 ٣٦٧
 ٣٦٨
 ٣٦٩
 ٣٧٠
 ٣٧١
 ٣٧٢
 ٣٧٣
 ٣٧٤
 ٣٧٥
 ٣٧٦
 ٣٧٧
 ٣٧٨
 ٣٧٩
 ٣٨٠
 ٣٨١
 ٣٨٢
 ٣٨٣
 ٣٨٤
 ٣٨٥
 ٣٨٦
 ٣٨٧
 ٣٨٨
 ٣٨٩
 ٣٩٠
 ٣٩١
 ٣٩٢
 ٣٩٣
 ٣٩٤
 ٣٩٥
 ٣٩٦
 ٣٩٧
 ٣٩٨
 ٣٩٩
 ٤٠٠
 ٤٠١
 ٤٠٢
 ٤٠٣
 ٤٠٤
 ٤٠٥
 ٤٠٦
 ٤٠٧
 ٤٠٨
 ٤٠٩
 ٤١٠
 ٤١١
 ٤١٢
 ٤١٣
 ٤١٤
 ٤١٥
 ٤١٦
 ٤١٧
 ٤١٨
 ٤١٩
 ٤٢٠
 ٤٢١
 ٤٢٢
 ٤٢٣
 ٤٢٤
 ٤٢٥
 ٤٢٦
 ٤٢٧
 ٤٢٨
 ٤٢٩
 ٤٣٠
 ٤٣١
 ٤٣٢
 ٤٣٣
 ٤٣٤
 ٤٣٥
 ٤٣٦
 ٤٣٧
 ٤٣٨
 ٤٣٩
 ٤٤٠
 ٤٤١
 ٤٤٢
 ٤٤٣
 ٤٤٤
 ٤٤٥
 ٤٤٦
 ٤٤٧
 ٤٤٨
 ٤٤٩
 ٤٥٠
 ٤٥١
 ٤٥٢
 ٤٥٣
 ٤٥٤
 ٤٥٥
 ٤٥٦
 ٤٥٧
 ٤٥٨
 ٤٥٩
 ٤٦٠
 ٤٦١
 ٤٦٢
 ٤٦٣
 ٤٦٤
 ٤٦٥
 ٤٦٦
 ٤٦٧
 ٤٦٨
 ٤٦٩
 ٤٧٠
 ٤٧١
 ٤٧٢
 ٤٧٣
 ٤٧٤
 ٤٧٥
 ٤٧٦
 ٤٧٧
 ٤٧٨
 ٤٧٩
 ٤٨٠
 ٤٨١
 ٤٨٢
 ٤٨٣
 ٤٨٤
 ٤٨٥
 ٤٨٦
 ٤٨٧
 ٤٨٨
 ٤٨٩
 ٤٩٠
 ٤٩١
 ٤٩٢
 ٤٩٣
 ٤٩٤
 ٤٩٥
 ٤٩٦
 ٤٩٧
 ٤٩٨
 ٤٩٩
 ٥٠٠
 ٥٠١
 ٥٠٢
 ٥٠٣
 ٥٠٤
 ٥٠٥
 ٥٠٦
 ٥٠٧
 ٥٠٨
 ٥٠٩
 ٥١٠
 ٥١١
 ٥١٢
 ٥١٣
 ٥١٤
 ٥١٥
 ٥١٦
 ٥١٧
 ٥١٨
 ٥١٩
 ٥٢٠
 ٥٢١
 ٥٢٢
 ٥٢٣
 ٥٢٤
 ٥٢٥
 ٥٢٦

[illegible][illegible][illegible]

صورة للمقال الذي نشرته جريدة «العهد الجديد»

يوم 20 مارس 1958

جريدة

«العهد الجديد»

20 مارس 1958

نشرت جريدة «العهد الجديد» في عدد يوم 20 مارس 1958 تحت عنوان: «الأميرة للاعائشة تعود إلى الرباط بعد تفقد حالة اللاجئين في الجنوب وتسلم منحة ملكية إلى اللاجئين القادمين من آيت باعمران والصحراء والبالغ عددهم 19 ألفا»، نشرت مراسلة لمبعوثها في كلميم أكد فيها أن سمو الأميرة استمعت إلى عرض بخصوص وضعية اللاجئين يستفاد منه أن عددهم بلغ لحد الساعة 18.869 شخص من بينهم 6307 قدموا من آيت باعمران و12.562 جاؤوا من الصحراء.

ولاحظت الصحيفة أنه بعد توزيع الملابس على اللاجئين، حضرت سموها مهرجانا تناول الكلمة فيه عدد من الخطباء والشعراء الذين عبروا عن ولاء السكان ووفائهم لصاحب الجلالة.

أصداء صحافية لتدفق المطرودين من الصحراء في 1958

كان طرد أبناء الأقاليم الصحراوية من ديارهم حدثا بارزا في حينه اهتمت به الأوساط الدولية ورددت أصداءه الصحافة الأجنبية فضلا عما أثاره من ردود فعل وطنية عكستها الصحافة المغربية آنذاك.

خلاصة

ويتضح من خلال قراءة متأنية لمملخصات هذه القرارات الأممية أن الجمعية العامة للأمم المتحدة لم تتوقف منذ الستينات عن الانشغال بوضعية ما كان يسمى بالصحراء الإسبانية والعمليات العسكرية التي قام بها جيش التحرير والاعتداءات التي تعرض لها الصحراويون المطالبون بالوحدة مع وطنهم المغرب وبمضير هؤلاء، حيث وجهت نداءات متتالية إلى السلطات الإسبانية بضرورة تنظيم استفتاء حر ونزيه وديمقراطي، مع إلحاحها على ضرورة عودة المنفيين الذين فروا إلى جنوب المغرب بسبب التعسفات وأشكال القمع الاستعمارية التي طالتهم...

وإزاء هذا التعنت وبعدما استنفذ المغرب جميع السبل المشروعة، التجأ إلى محكمة العدل الدولية لعرض ملف الصحراء على أنظارها بعد أن تبين أن السلطات الإسبانية متجهة إلى إقامة دويلة في المنطقة تدور في فلكها.

ملخص القرار رقم 2983
الصادر عن الجمعية العامة للأمم المتحدة
يوم 14 دجنبر 1972

عاد هذا القرار من جديد ليلح على ضرورة إجراء الاستفتاء المطبوع بكل ضمانات الحرية والنزاهة والديمقراطية وحق المنفيين في العودة إلى الإقليم.

كما يوجه النداء إلى الحكومة الإسبانية لكي تستقبل بعثة عن منظمة الأمم المتحدة وتقديم التسهيلات الضرورية إليها حتى تشارك بصورة فعالة في وضع الإجراءات الهادفة إلى وضع حد للاستعمار في الإقليم.

ملخص القرار رقم 3162
المصادق عليه من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة
يوم 24 دجنبر 1973

يعود هذا القرار إلى التذكير بالقرارات السابقة الصادرة في نفس الموضوع ويناشد الحكومة الإسبانية بالعمل على توفير الجو السياسي الملائم لتنظيم استفتاء حر ونزيه وديمقراطي في الإقليم من جهة وعودة المنفيين إلى الإقليم من جهة أخرى.

على الفور البعثة الخاصة والإسراع بإرسالها إلى الصحراء، وذلك لكي تقترح الإجراءات العملية المؤدية إلى التطبيق الشامل لقرارات الجمعية العامة.

ملخص القرار رقم 2591

الصادر عن الجمعية العامة للأمم المتحدة

يوم 16 دجنبر 1969

نقل هذا القرار نفس الخطة التي أقرتها الجمعية العامة للأمم المتحدة في دوراتها السابقة حيث ألح على ضرورة خلق المناخ السياسي الملائم لإجراء الاستفتاء على أسس من الحرية والديمقراطية والنزاهة وعودة المنفيين إلى الإقليم.

ملخص القرار 2711

الصادر عن الجمعية العامة للأمم المتحدة

يوم 14 دجنبر 1970

ألح هذا القرار من جديد على ضرورة تنظيم استفتاء حر ونزيه وغير متحيز في الصحراء وتمكين السكان المنفيين من العودة والحرص على أن يشارك في هذا الاستفتاء السكان الأصليون المنحدرون من الإقليم.

ملخص القرار رقم 2354
الذي صادقت عليه الجمعية العامة للأمم المتحدة
يوم 19 دجنبر 1967

بعد تأكيدها على مختلف القرارات التي صادقت عليها سابقا، جددت الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة نداءها إلى السلطة الإدارية الإسبانية لخلق جو سياسي ملائم لإجراء استفتاء حر وسليم ونزيه مع ما يرافق ذلك من السماح بعودة المنفيين.

ملخص القرار رقم 2428
الذي صادقت عليه الجمعية العامة للأمم المتحدة
يوم 18 دجنبر 1968

طالبت الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة في هذا القرار السلطة الإدارية الإسبانية أن تتخذ على الفور الإجراءات الضرورية للإسراع بتصفية الاستعمار في منطقة سيدي إفني، وأن تحدد مع الحكومة المغربية - طبقا لطموحات السكان الأصليين - طرق تسليم السلط.

أما بخصوص قضية الصحراء، فقد أكدت الجمعية العامة الأهمية على نداءاتها السابقة بخلق الأجواء الملائمة لإجراء استفتاء حر ونزيه ورجوع المنفيين إلى أرضهم، كما دعت الأمين العام بتشاور مع السلطة الإدارية واللجنة الخاصة إلى أن يعين

د - أن تهيء جميع التسهيلات اللازمة لبعثة الأمم المتحدة حتى يمكن لها أن تشارك بوجه فعال في ترتيب وإقامة الاستفتاء.

خامسا : ترجو السكرتير العام، بالتشاور مع الدولة ذات السلطة الإدارية واللجنة الخاصة، أن يعين حالا بعثة خاصة لإرسالها إلى الصحراء الإسبانية لأجل التوصية بإجراءات عملية حول تطبيق قرارات الأمم المتحدة ذات العلاقة بصورة كاملة، وخاصة لأجل تقدير مدى مشاركة الأمم المتحدة في تحضير ومراقبة الاستفتاء، وتتقدم بتقرير عن ذلك بأسرع وقت ممكن تمهيدا لإحالاته على اللجنة الخاصة.

سادسا : ترجو اللجنة الخاصة الاستمرار في نظر الحالة في إقليمي إيفني والصحراء الإسبانية، وأن ترفع عنها تقريرا إلى الجمعية العامة في دورتها الثانية والعشرين.

ثالثا : ترجو الدولة ذات السلطة الإدارية أن تقوم في الحال باتخاذ الخطوات اللازمة للإسراع في تصفية الاستعمار في إيفني، وأن تقرر مع الحكومة المغربية، مع الأخذ بعين الاعتبار أمانى السكان الوطنيين، الإجراءات لنقل السلطة طبقا لبنود قرار الجمعية العامة رقم 1514 (دورة 15).

رابعا : تدعو الدولة ذات السلطة الإدارية أن تقرر في أقرب تاريخ ممكن، طبقا لأمانى السكان الوطنيين في الصحراء الإسبانية وبالتشاور مع حكومات موريتانيا والمغرب وأي طرف آخر معني، الإجراءات لإقامة استفتاء تحت إشراف الأمم المتحدة لأجل تيسير الممارسة الحرة لحق تقرير المصير من قبل السكان الوطنيين، وتحقيقا لهذا الهدف:

أ - أن تخلق جوا طيبا لاستفتاء يجري على أساس حر وديمقراطي وغير متحيز وذلك بالسماح، ضمن الأمور الأخرى، بعودة المنفيين إلى الإقليم.

ب - أن تأخذ جميع الخطوات اللازمة لأجل تأمين مشاركة السكان الوطنيين فقط في الاستفتاء.

ج - أن تمتنع عن القيام بأي عمل يمكن أن يؤخر عملية تصفية الاستعمار في الصحراء الإسبانية.

ملاحظة أن الحكومة الإسبانية، بوصفها الدولة ذات السلطة الإدارية، لم تطبق حتى الآن بنود التصريح.

آخذة بعين الاعتبار القرار المتخذ من مجلس رؤساء دول وحكومات منظمة الوحدة الإفريقية في اجتماعها العادي الثالث المنعقد في أديس أبابا من 5 إلى 9 نونبر 1966 المتعلق بالإقليمين الواقعين تحت الإدارة الإسبانية.

ملاحظة قرار الدولة ذات السلطة الإدارية حول التطبيق الكامل لجميع بنود قرار الجمعية العامة رقم 2072 (دورة 20)

ملاحظة أيضا بيان الدولة ذات السلطة الإدارية في 7 دجنبر 1966 المتعلق بالصحراء الإسبانية وخاصة حول إرسال بعثة خاصة للأمم المتحدة إلى الإقليم، وعودة المنفيين وممارسة السكان الوطنيين الحرة لحق تقرير المصير.

أولا: تؤكد الحق الأزلي لشعبي إيفني والصحراء الإسبانية في تقرير المصير طبقا لقرار الجمعية العامة رقم 1514 (دورة 15).

ثانيا : توافق على الفصل المتعلق بإقليمي إيفني والصحراء الإسبانية الوارد في تقرير اللجنة الخاصة حول الحالة المتعلقة بتطبيق تصريح منح الاستقلال للبلاد والشعوب المستعمرة، وتؤيد القرار المتخذ من قبل اللجنة الخاصة بتاريخ 16 نونبر سنة 1966 .

القرار عدد 2229 (الدورة الحادية والعشرون)
الذي صادقت عليه الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة
بتاريخ 20 دجنبر 1966 المتعلق بمنطقة سيدي إفني
والصحراء المغربيتين الخاضعتين للسيطرة الاسبانية.

الجمعية العامة :

إذ نظرت الفصل المتعلق بإقليمي إفني والصحراء الإسبانية
الوارد في تقرير اللجنة الخاصة حول الحالة المتعلقة بتطبيق
تصريح منح الاستقلال للبلاد والشعوب المستعمرة.

إذ أخذت علما بالبيانات الكتابية والشفوية للملمتمسين من
الصحراء الإسبانية.

مستذكرة قرارها رقم 1514 (الدورة 15) بتاريخ 14 دجنبر
1960 الذي يشتمل على تصريح منح الاستقلال للبلاد والشعوب
المستعمرة.

مستذكرة أيضا القرار المتخذ بتاريخ 16 أكتوبر 1964 من
قبل اللجنة الخاصة.

مؤدة قرارها رقم 2072 (دورة 20) بتاريخ 16 دجنبر
سنة 1965.

1964 اللجنة الخاصة المكلفة بدراسة الحالة التي آل إليها تطبيق التصريح الخاص بمنح الاستقلال للبلدان والشعوب المستعمرة.

ثانيا : تـرجو بإلـحاح من الحكومة الإسبانية بوصفها دولة حاكمة، أن تتخذ على الفور الإجراءات اللازمة لتحرير أراضي الصحراء الإسبانية وإيفني من السيطرة الاستعمارية ثم تدخل من أجل هذا الغرض في مفاوضات حول قضايا السيادة التي تطرحها هذه الأراضي.

ثالثا : تدعو اللجنة الخاصة إلى إعداد تقرير حول الخطوات التي سيقطعها هذا القرار، وذلك خلال الدورة الحادية والعشرين للجمعية العامة.

رابعا : تلتمس من الأمين العام أن يبلغ الدولة الحاكمة هذا القرار.

القرار عدد 2072 الذي صادقت عليه

الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة

يوم 16 دجنبر 1965

المتعلق بمنطقة سيدي إيفني والصحراء المغربيتين

الخاضعتين للسيطرة الإسبانية

إن الجمعية العامة :

بعد دراستها لفصول التقارير التي أعدتها اللجنة الخاصة
المكلفة بدراسة الحالة فيما يرجع لتطبيق التصريح حول منح
الاستقلال للبلدان والشعوب المستعمرة، مما يهم الصحراء
الإسبانية وإيفني.

وتذكيرا منها بالتصريح الخاص بمنح الاستقلال للبلدان
والشعوب المستعمرة، ذلك التصريح الذي تتضمنه التوصية
رقم 1514 ((الدورة الخامسة عشرة)، بتاريخ 14 دجنبر 1960 .
وحيث أنها تعتبر أن هذا التصريح مستمد من الرغبة الشديدة
للمجموعة الدولية قصد وضع حد للاستعمار في أي مكان،
وبأي شكل كان.

أولا: تصادق على مقتضيات القرار الذي يتعلق بإيفني
والصحراء الإسبانية، ذلك القرار الذي اتخذته بتاريخ 16 أكتوبر

بتطبيق مقتضيات التصريح الذي تتضمنه التوصية رقم 1514 (الدورة الخامسة عشرة)، وكذا بتحرير هذه الأراضي من السيطرة الإسبانية.

ثانيا : تـرجو بإلـحاح من الحكومة الإسبانية أن تتخذ على الفور إجراءات، من أجل أن تطبق تمام التطبيق، وبدون قيد ولا شرط، مقتضيات التصريح الخاص بمنح الاستقلال للبلدان والشعوب المستعمرة.

ثالثا : تـلتمس من الأمين العام أن يبلغ نص هذا القرار إلى الدولة الحاكمة وأن يقدم إلى الجمعية العامة خلال دورتها التاسعة عشرة تقريراً عن الإجراءات التي اتخذتها الدولة الحاكمة من أجل تطبيق هذا القرار.

وفيما يلي استعراض لتلك القرارات :

القرار الذي اتخذته اللجنة الخاصة التابعة لمنظمة الأمم المتحدة في جلستها التاسعة والعشرين بتاريخ 16 أكتوبر 1964 بشأن منطقة سيدي إفنى والصحراء المغربيتين الخاضعتين للسيطرة الاسبانية

إن اللجنة الخاصة :

تذكيرا منها بالتصريح الخاص بمنح الاستقلال للأقطار والشعوب المستعمرة، ذلك التصريح الذي تتضمنه توصية الجمعية العامة تحت عدد 1514 (الدورة الخامسة عشرة) بتاريخ 14 دجنبر 1960 .

وبعد دراستها للوضع في أراضي إفنى والصحراء الإسبانية.

وبعد سماعها للعرض الذي تقدمت به الدولة الحاكمة.

بناء على ما تلاحظه بقلق شديد من أن الحكومة الاسبانية بوصفها دولة حاكمة لم تطبق بعد مقتضيات التصريح في هذه الأراضي.

أولا: تبدي أسفها للتأخير الذي تلحقه الدولة الحاكمة

قرارات الأمم المتحدة دعت إسبانيا إلى تصفية الاستعمار في إيفني والصحراء معا

كل القرارات الصادرة بعد تحرير إيفني تضمنت أحكاما
مماثلة بالنسبة لكل من إيفني والصحراء

الأمم المتحدة طالبت دائما إسبانيا بإعادة أبناء القبائل
الصحراوية المبعدين من أراضيهم

وحينما طرحت مسألة الاستفتاء بالنسبة للصحراء الغربية
المغربية، كانت الأمم المتحدة تطالب إسبانيا دائما بإشراك جميع
أبناء الإقليم في الاستفتاء بمن فيهم أولئك الذين أبعادوا عن
ديارهم بعد انتفاضة أبناء القبائل الصحراوية ضد الاستعمار
الإسباني وخصوصا في أعقاب عمليات جيش التحرير في المنطقة
حيث استعانت إسبانيا بفرنسا في نطاق عملية «إيكوفيون»
لمواجهة المواطنين المغاربة المتمسكين بوحدة وطنهم.

وقد تضمنت القرارات الصادرة عن الجمعية العامة للأمم
المتحدة باستمرار نداءات إلى إسبانيا لإعادة المنفيين وهم أولئك
الذين لجأوا إلى الجزء المحرر من أرضهم. وهكذا فإن إبعاد
المناضلين الصحراويين من أراضيهم واقع تاريخي كما أن الأمم
المتحدة طالبت دائما بإعادة المبعدين، وحينما أجرت إسبانيا
إحصاء السكان سنة 1974 استبعدت تماما الاعتراف بذلك الواقع.

إن المغرب عاش ظروفًا تاريخية خاصة به أدت إلى احتلاله من طرف عدة دول استعمارية، وإلى تقسيم ترابه أيضا إلى أجزاء مختلفة. ومن الواضح أن هذه الظروف، جعلت تصفية الاستعمار لا تتم دفعة واحدة بل على مراحل متعددة. وهكذا فإسبانيا لم تصف استعمارها في آن واحد من إيفني والصحراء المغربية، كما كانت تنص على ذلك جميع قرارات الأمم المتحدة التي اتخذت قبل تحرير إيفني سنة 1969، والتي كانت تتضمن أحكاما مماثلة بالنسبة لهذا الإقليم ولإقليم الصحراء كذلك.

إذن فالمغرب بالنسبة للصحراء المغربية ليس مجرد دولة مجاورة، بل دولة اغتصبت حقوقها، وأصبحت بذلك وبكل مشروعية على حق في أن تطلب وتسترجع ما أخذ منها، وهذا ما حدا بصاحب الجلالة الملك الحسن الثاني إلى إعلان تنظيم المسيرة الخضراء، وهي المسيرة التي انطلقت في 6 نوفمبر 1975، مسيرة سلمية شارك فيها 350 ألف مغربي ومغربية تطوعوا من مختلف المدن والأقاليم، لا يحملون سوى القرآن الكريم والعلم المغربي.

وبمجرد ما وافقت إسبانيا على استئناف المفاوضات، أصدر جلالته الملك في 9 نوفمبر أمره إلى المشاركين بالعودة إلى قواعدهم، بعد أن حققت المسيرة الخضراء أهدافها.

وفي 14 نوفمبر 1975 تم في مدريد التوقيع على تصريح بالمبادئ، توج المفاوضات بين المغرب وموريتانيا من جهة وإسبانيا من جهة أخرى، وذلك وفقا للمادة 33 من ميثاق الأمم المتحدة، ولقرار مجلس الأمن رقم 380 الذي دعا إلى هذه المفاوضات في السادس من نوفمبر 1975. وكانت هذه الاتفاقية، التي أخذتها الجمعية العامة بعين الاعتبار في قرارها 3458 (xxx) بتاريخ 10 ديسمبر 1975، شهادة دولية جديدة بصحة مطالب المغرب المشروعة وحقوقه التاريخية الثابتة.

بتاريخ 20 ديسمبر 1966، الذي استخدم فيما بعد كنموذج للقرارات اللاحقة.

ولما سلمت إسبانيا إقليم إيفني للمغرب، وفقا لمعاهدة فاس المؤرخة في 4 يناير 1969، أصبحت قرارات الأمم المتحدة في الموضوع تتناول قضية الصحراء وحدها. وهكذا فإن كل القرارات اللاحقة، بما فيها قرار 13 ديسمبر 1974 الذي طلب الرأي الاستشاري لمحكمة العدل الدولية كانت تشير باستمرار إلى القرار 2072 (XX) لسنة 1965 ، الذي كان قد أدخل مبدأ المفاوضات، تطلعا «لتحقيق اتفاق حول مشكل السيادة الذي يثيره الإقليم المسمى الصحراء الغربية».

وعندما كانت إسبانيا تحاول تنظيم استفتاء مزيف في الصحراء الغربية قاصدة بذلك إعاقة تحقيق الوحدة الترابية المغربية، قاومت الجمعية العامة هذه المناورة باتخاذها القرار 3292 (XXIX) بتاريخ 13 ديسمبر 1974 الذي يطلب من محكمة العدل الدولية الإدلاء برأيها الاستشاري الذي أقر بأن المغرب كان دولة كاملة السلطة والسيادة تبعا للمفهوم العربي الإسلامي لـ «السيادة» الذي يركز على البيعة. وكان السلطان يمارس سلطته السياسية على جميع المناطق بما فيها المناطق الصحراوية التي ترتبط بالسلطان بروابط الولاء والبيعة.

إبعاد إسبانيا لأبناء القبائل الصحراوية من أراضيهم واقع تاريخي

الأمم المتحدة طالبت منذ 1966
بإعادة المطرودين إلى ديارهم

وضع المغرب ومنذ سنة 1957 المسألة الصحراوية على أنظار اللجنة الأممية الخاصة باستقصاء الحقائق عن الأراضي غير المستقلة، وأثار من جديد أمام الهيئة الدولية سنة 1962، مسألة تصفية الاستعمار من إيفني والصحراء، وفقا للقرار 1514 (xv) المتخذ في 14 ديسمبر 1960، وكان أول قرار اتخذته الجمعية العامة بهذا الصدد (القرار 2072(xx) بتاريخ 16 ديسمبر 1965) تطلب فيه بصفة مستعجلة من حكومة اسبانيا، «اتخاذ كل الإجراءات الضرورية لتحرير أقاليم إيفني والصحراء الاسبانية من السيطرة الاستعمارية» وأن «تدخل مع المغرب في مفاوضات حول المشاكل المتعلقة بالسيادة التي يثيرها هذان الإقليمان».

بيد أن إسبانيا، وفي الوقت الذي أبدت فيه استعدادها لمعالجة مسألة إيفني، استمرت في تصلبها بالنسبة للصحراء، مما دفع بالجمعية العامة للأمم المتحدة، سعيا لإجبار إسبانيا على الوفاء بوعودها، إلى اتخاذ قرارها رقم 2229 (XXI)

وكان لطرد هؤلاء من الأقاليم الصحراوية صدى كبيرا في وسائل الإعلام المغربية والدولية وفي المحافل الدولية، خاصة في الأمم المتحدة حيث اهتمت كتلة الدول العربية والآسيوية في المنتظم الدولي بطرد أبناء الأقاليم الصحراوية من ديارهم، وتضامنت مع المغرب في تنديده بالقمع الاستعماري الذي طال الوطنيين المغاربة المتمسكين بالوحدة الترابية لبلدهم.

ولم تقتصر الإدارة الاستعمارية على طرد المناضلين الصحراويين في سبيل وحدة بلادهم إبان معركة «إيكوفيون» الشهيرة في فبراير 1958 بل إن طرد أبناء الصحراء استمر عدة سنوات.

وما انفكت الأمم المتحدة، حينما طرح المغرب قضية وحدته الترابية في أواسط الستينات تطالب الإدارة الاستعمارية سنة بعد أخرى بإرجاع المنفيين ليتأق لهم أن يشاركوا في الاستفتاء لتقرير المصير، أي لتصفية الاستعمار وتوحيد التراب الوطني المغربي.

وهكذا منذ القرار الخاص بتحرير إيفني والصحراء الغربية، في ديسمبر 1964، أكدت قرارات الجمعية العامة للأمم المتحدة ضرورة تصفية الاستعمار وطالبت إسبانيا سنة بعد أخرى بعودة المنفيين وجاء هذا الطلب في القرارات التي ندرجها بنصها الكامل في هذا الكراس الوثائقي الذي نضعه بين أيدي القراء.

مقدمة

حينما يطالب المغرب بأن يشارك في الاستفتاء التأكدي كل أبناء الأقاليم الصحراوية و فقط أبناء تلك الأقاليم، فإنه ينطلق من أنه غير مقبول أن يحرم من حق التصويت أي فرد من أبناء القبائل الصحراوية، في حين أن خصوم الاستفتاء التأكدي، بمن فيهم اسبانيا حتى 1975، حاولوا دائما استبعاد عدد من أبناء القبائل الصحراوية من المشاركة في الاستفتاء.

ومنذ أواسط الستينات حينما طرح المغرب قضية تقرير المصير لتصفية الاستعمار في الأقاليم الصحراوية وعودتها إلى الوطن الأب كان يلح على ضرورة مشاركة جميع أبناء تلك الأقاليم.

وطالما ذكر المغرب في المحافل الدولية بواقع تاريخي وسياسي وهو أن اسبانيا طردت عددا من أبناء القبائل الصحراوية وشردتهم بعيدا عن ديارهم في سنة 1958 حينما هبوا في انتفاضة مسلحة لتأكيد حقهم في العودة إلى الوطن.

وهذا الواقع التاريخي كان حدثا بارزا في حينه وشكل مأساة إنسانية عاشها عشرات الآلاف من الوطنيين المبعدين عن أراضيهم.

سلسلة «دفاتر الصحراء»
إصدار وزارة الاتصال بمناسبة الذكرى الأربعين للمسيرة الخضراء
نونبر 2015

- منشورات وزارة الاتصال
- رقم الإيداع القانوني : 2015MO3529
- ردمك: 4-75-458-9954-978
- السنة: 2015
- شارع علال الفاسي، مدينة العرفان، الرباط، المملكة المغربية
- www.mincom.gov.ma



العدد: الثامن عشر

سلسلة دفاتر الصحراء

المبعذون من الصحراء أيام الحكم الاستعماري

يناير 1999

طبعة جديدة

بمناسبة الذكرى الأربعين للمسيرة الخضراء

نوفمبر 2015



المملكة المغربية
وزارة الاتصال

العدد: 18

سلسلة دفاتر الصحراء المغربية

المبعذون من الصحراء أيام الحكم الاستعماري

يناير 1999

طبعة جديدة
بمناسبة الذكرى الأربعين للمسيرة الخضراء

نوفمبر 2015